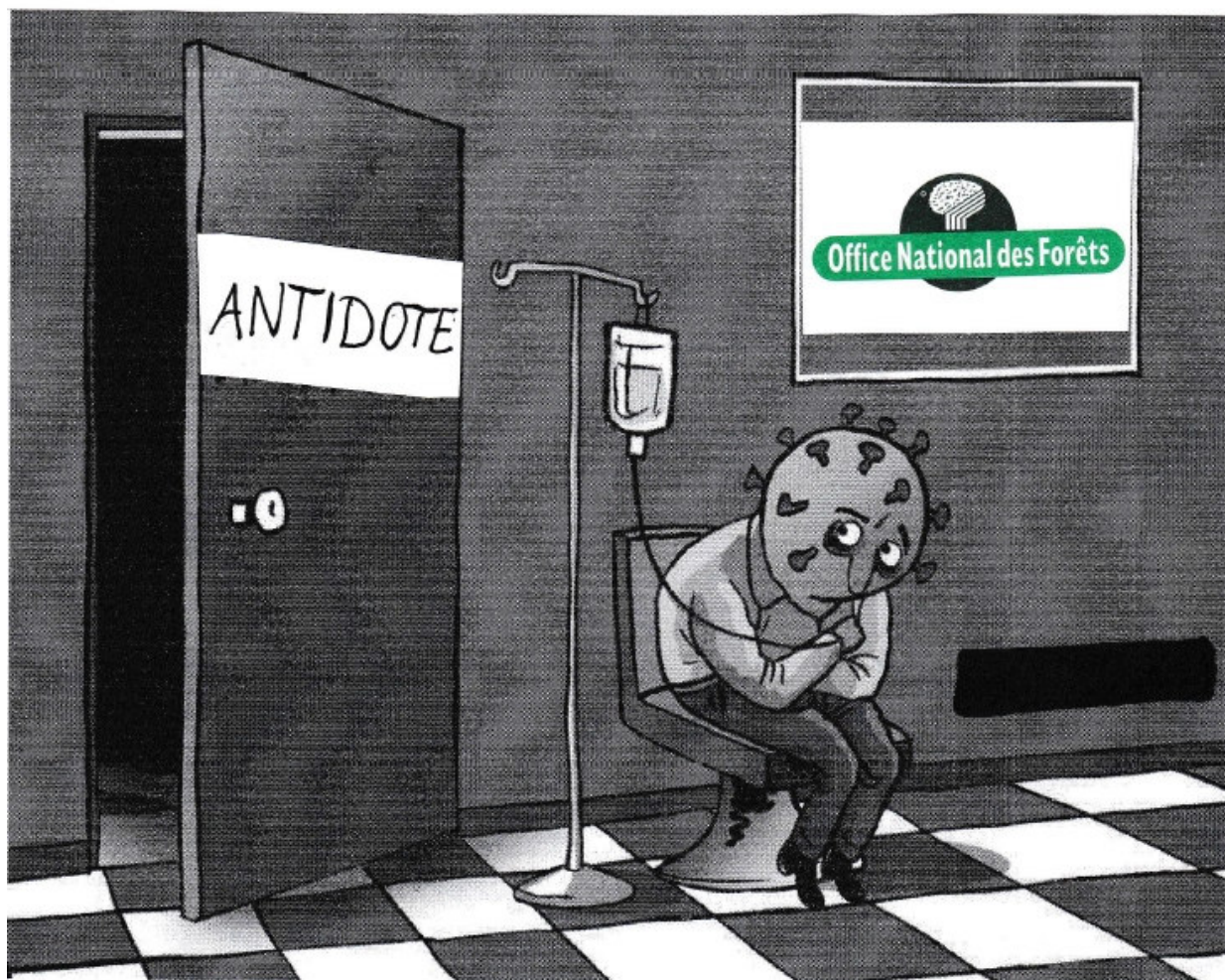


# ANTIDOTE

**Snapfen** Union  
Syndicale  
**Solidaires**

**UN NUMERO QUI A FAILLI ...**



**... NE JAMAIS VOIR LE JOUR**

## SOMMAIRE

|                                                                      | Page    |
|----------------------------------------------------------------------|---------|
| Editorial                                                            | 1       |
| Forestiers d'aujourd'hui                                             | 2 - 11  |
| Pour une transition responsable                                      | 12 - 15 |
| Quand la forêt protège                                               | 16 - 17 |
| Brèves                                                               | 18 - 19 |
| Dialogue de sourds                                                   | 20 - 24 |
| Graine de champion                                                   | 25 - 26 |
| Le management brutal, condamné                                       | 27 - 29 |
| Chroniques du Tour de France                                         | 30 - 31 |
| Ambiance                                                             | 32      |
| SPSI 2 le retour « Surtout Pour Saloper l'Immobilier » ONF Version 2 | 33      |
| Les échos du bordel ambiant                                          | 34 - 36 |

\*\*\*\*\*

*« L'arbre...il te regarde. Tu regardes l'arbre, il t'écoute.  
Il a pas de doigts, il peut pas parler. Mais cette feuille...  
Elle pompe, pousse, pousse dans la nuit.  
Quand tu dors, tu rêves quelque chose.  
L'arbre et l'herbe, pareils».*

Bill Neidjie

## EDITORIAL

Coronavirus COVID 19 : en très peu de temps ce virus s'est déployé sur toute notre planète et est la cause d'une crise sanitaire phénoménale mais aussi celle d'une crise économique dont nous ne mesurons pas encore les conséquences.

Notre système de santé est souvent cité en exemple, et on constate cependant qu'en cas de pandémie, le manque de personnel se fait très rapidement sentir. Le Président de la République dans son discours télévisuel semble vouloir pour l'avenir esquisser une inflexion politique sur le fond : « *Certains biens et services doivent être placés en dehors des lois du marché* », a tonné le président, ajoutant que « *la santé gratuite et l'État-providence ne sont pas des coûts mais des biens précieux* ».

Il a également à plusieurs reprises utilisé la formule « *quoi qu'il en coûte* ». Espérons que notre Président ira au-delà des mots, et qu'il n'oubliera pas, une fois la pandémie terminée, la parole dite.

Faut-il une pandémie pour une prise de conscience de la nécessité de placer certains biens et services en dehors des lois du marché ? Les services rendus par la Forêt et la place centrale qu'elle a à jouer pour la sauvegarde de l'espèce humaine ne font-ils pas entrer de fait la gestion forestière publique dans cette catégorie ?

Faudra-t-il attendre que la France manque d'eau pour se rendre compte de l'utilité de la forêt ? Faudra-t-il attendre l'effondrement de nos forêts pour se rendre compte de la nécessité d'un service public pour la gestion forestière ? Faut-il toujours attendre des catastrophes pour prendre de bonnes décisions ?

Espérons que le COVID 19, malgré tous les décès et les souffrances qui y sont associés, permettra une prise de conscience de nos gouvernants, mais aussi une prise de conscience sociétale. Il est incroyable de constater qu'un virus, en très peu de temps, désorganise un système mondialisé et mette à mal l'économie globalisée. Une économie folle qui ne repose que sur le capital.

Battons-nous pour que les paroles de notre Président ne soient pas lettre morte, faisons ensemble pour que demain plusieurs « *biens et services soient placés en dehors des lois du marché* ».

Mettons l'humain au centre de nos revendications.

Véronique BARRALON



## FORESTIERS D'AUJOURD'HUI

### L'ONF nouveau, c'est pour bientôt...

Alors ça y est, nous avons depuis ce début d'année, enfin, un nouveau directeur général. Il va nous mener vers l'ONF nouveau, l'ONF moderne. Une réorganisation qui, celle-là, va nous rendre enfin efficaces, performants, et surtout, l'essentiel : rentables. Nombreux étaient ceux qui avaient refusé la mission. Mais l'ex-préfet de Paris nommé par le gouvernement l'a acceptée. Alors on pourrait mesquinement se demander : mais pourquoi un préfet ? Plutôt mal accueilli par le Parlement et l'Assemblée Nationale. Elu pourtant grâce à des règles ambiguës, et somme toute assez tordues, de la constitution. Mais donc le voilà, fermement décidé à mener à bien la mystérieuse mission qui lui a été confiée. Et il nous a confirmé deux grands engagements : celui de filialiser les études et travaux, et celui de continuer la réduction des effectifs.



Nous voilà rassurés, heureux. Garantis d'un dialogue social ouvert et constructif.

Nous crions depuis 20 ans, et depuis 20 ans nos cris sont étouffés. Nous sommes comme invisibles. Transparents. Le forestier n'a semble-t-il pas eu la chance de trouver l'oreille adéquate. 3 000 forestiers sous la Tour Eiffel, la Direction Générale intégralement bâchée, arrêtés comme des terroristes devant l'Assemblée Nationale pour avoir déployé une banderole « Quelle Forêts pour nos enfants ? », le campus occupé pendant des semaines... Tout cela et tout le reste sont passés totalement inaperçus pour la plupart du commun des mortels. Et inlassablement les effectifs continuent d'être amputés, les services réorganisés, le territoire relâché, les suicides passés sous silence. L'industrialisation de la forêt française a poursuivi son cours, en silence. Les petites scieries locales ont fermé, en silence. La transformation s'est expatriée, en silence. Il y a bien eu quelques mises sous cloche, quelques parcs aménagés pour le public. La vitrine est jolie, mise en lumière, valorisée. Mais le Campus, ce Centre National de Formation Forestière reconnu et envié dans le monde il y a encore 20 ans, a été fermé après avoir été dépouillé, pillé, vidé de sa substance. Le forestier n'a semble-t-il plus vraiment besoin de formation. Et là encore, silence. Nos cris, quoi qu'il arrive, ne sont ni entendus, ni reçus. Dont acte.

Il faut dire, c'est pratique, l'ignorance.

Alors l'une des premières questions de notre préfet à nos organisations syndicales fut la suivante : pourquoi, je vous le demande, sanctuariser nos effectifs ?

Peut-être parce que, comme à l'école, comme à l'hôpital, il n'est tout simplement plus possible d'assurer un service public viable sans moyens humains. Peut-être parce que les nouvelles technologies ne peuvent plus remplacer les hommes, toute efficace soient-elles. Peut-être parce que, comme le montrent sans équivoque tous les rapports, on ne peut pas faire toujours plus avec toujours moins, et ce quelle qu'en soit l'organisation.





A l'heure de la sixième extinction de masse, de l'accélération du changement climatique, du dépérissement massif de nos forêts menacées d'incendies, peut-être serait-il plus qu'urgent de viabiliser un service public solide et réactif pour protéger ce qui survivra, ce qui s'adaptera. De consolider le Code Forestier. De rétablir les équilibres naturels aussi maltraités que les forestiers. Il y a urgence, vitale, pour tous. Maintenant.

Mais l'Etat souhaite-t-il vraiment que nos forêts survivent et s'adaptent ? Que l'eau coule de ses sources, filtrée et enrichie de cette indispensable biodiversité qui y subsiste encore ?

La question se pose.

### Questions au parlement et à l'assemblée nationale...



Nous viennent quelques interrogations à l'écoute des échanges plus que navrants des parlementaires avec notre futur directeur général. On peut comprendre dès lors qu'entre la forêt et le gouvernement, il y a un trou noir. Un gouffre. Un trou de l'espace-temps. Qui est coincé où ? La question, là encore, se pose. A croire qu'on ne vit pas vraiment sur la même planète. Alors que nos forêts dépérissent, que la vie, l'eau sont en péril à très court terme, que les derniers refuges de biodiversité sont directement menacés à la source, l'Etat continue dans la même lignée, inlassablement. Il y a bien quelques élus

qui se préoccupent vraiment, qui voient, qui s'inquiètent. Qui entendent l'urgence. Qui essaient de proposer quelque chose de tangible. Mais leurs suggestions sont, elles aussi, étouffées, lettres mortes. L'oreille sourde.

Alors on aurait pu se poser quelques questions stupides du genre : pourquoi un Code Forestier ? Pourquoi un maillage territorial triple à l'origine par rapport à l'état actuel des troupes ? Et pourquoi avoir associé au départ les eaux et les forêts ? Pourquoi d'autres reviennent-il déjà en urgence de la privatisation du service public forestier ? Pourquoi d'autres investissent en masse soudain dans leurs forêts ? Parfois certes avec précipitation et déjà des échecs majeurs, notamment quand il s'agit de planter des millions d'arbres à l'arrache et sans réflexion, déjà morts. Parce qu'il ne suffit pas de planter des arbres pour faire une forêt.

Mais l'Etat français ne semble pas avoir besoin de se poser de questions, tout obnubilé par son obsession de réduire les frais et les effectifs. Sa mystérieuse lettre de commande semble toute aussi contradictoire et absurde que ce qui nous a mené là où nous en sommes aujourd'hui. Le gouvernement a certes lâché quelques millions pour subventionner le transport du bois. Il lance certes quelques enquêtes, quelques missions de ci de là, histoire de bien montrer qu'il se préoccupe. Mais ça ne l'empêche pas de modifier d'ores et déjà, discrètement, par ordonnance, la loi. De modifier le Code Forestier, de lui retirer son essence même pour mettre des contractuels à la place des fonctionnaires. Sans formation, ou si peu.

Et puis on allège le conseil d'administration. Allez hop.



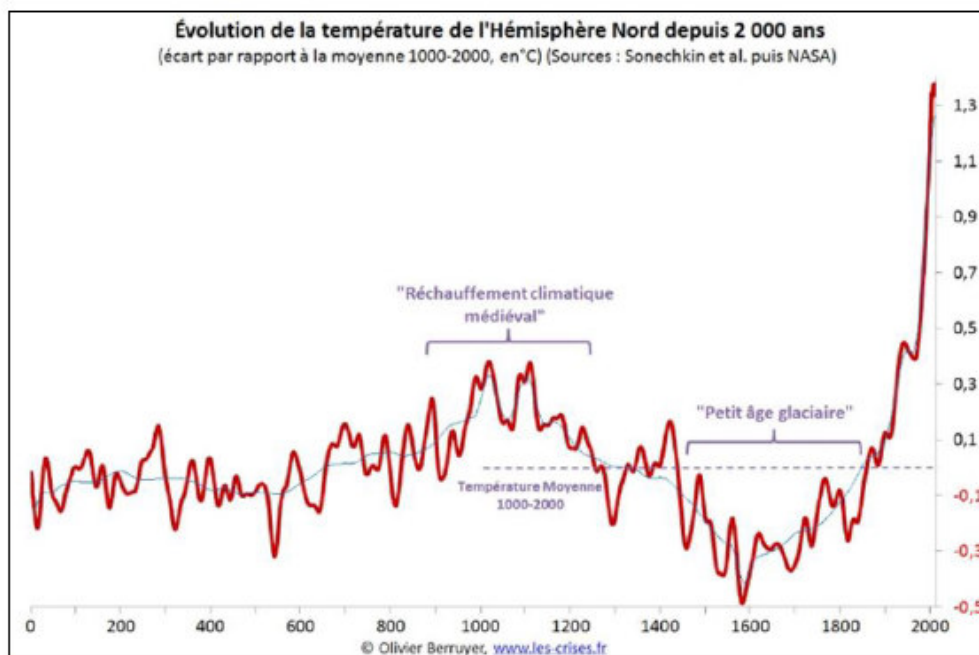
On n'avance pas là où on veut aller, alors simplifions. Parce que la forêt publique ne concerne pas vraiment la FNCOFOR, FNE, la Fédération Nationale du Bois ou la Fédération de Chasse. Rendons à César ce qui est à César, c'est-à-dire les forêts publiques à cet Etat tout puissant, qui, semble-t-il, sait ce qu'il fait.

Mais où veut-il aller, l'Etat, exactement ?

### Forêts d'aujourd'hui

Sans doute qu'aujourd'hui les enjeux ne sont plus les mêmes qu'autrefois. Le poids de l'économie du bois, les besoins de la société, la biodiversité, les écosystèmes, l'eau, tout ça... c'est assez secondaire somme toute. Il est donc normal aujourd'hui de démolir ce que le pays avait consciencieusement bâti depuis des siècles, notamment pour préserver les forêts françaises. Car la forêt privée a pris cher aussi. Très cher. Si les précédents gouvernements ont œuvré ces vingt dernières années au lent mais sûr démantèlement du service public, celui-ci donne le coup de grâce. C'est parti.

Alors nous n'avons certes pas l'effroyable quotidien des personnels hospitaliers, ni le poids de leurs responsabilités sur les épaules. Pourtant, chez nous aussi, il y a urgence. Comme qui dirait, y a le feu au lac. Et ça, soit l'Etat n'en a pas pris la mesure, soit il le tait, volontairement, consciencieusement. Pourquoi ?



1 : évolution de la température moyenne de l'Hémisphère Nord depuis 2000 ans (Berruyer)

Aujourd'hui tout le monde le sait, tout le monde en parle, même à TF1 c'est pour dire. C'est une réalité tangible, prouvée et établie : la forêt, qui est le climax, l'équilibre de nos écosystèmes, est LA réponse aux problèmes de l'eau, du changement climatique, de l'extinction de masse. Films, livres, rapports, émissions, scientifiques, tous sont d'accord là-dessus, opinion publique comprise. Pourtant, ces sols forestiers comme des éponges, ce puits sans fond de carbone et de biodiversité qui s'étend sur un tiers de notre territoire national, ce marché du bois qui n'est après tout que le 3<sup>ème</sup> échelon de notre économie, ne représente aujourd'hui, pour l'Etat, que 0,01 % du budget national. Et encore, j'arrondis. Bravo. Bel effort. Impressionnant.

Il suffirait pourtant de renoncer à quelques privilèges dont se passent sans problèmes d'autres Etats, quelques avions de chasse, quelques bombes nucléaires. Ou à quelques cadeaux donnés généreusement aux multinationales qui font des milliards de bénéfices, qu'ils investissent ailleurs, où c'est moins cher, où ça rapporte. Où on peut abuser tranquillement des hommes et de leur environnement. Celles-là même qui spéculent discrètement sur ce qui peut rapporter gros, même sur le pire. Ces mêmes crocodiles qui recherchent des possibilités bienveillantes de compenser leurs émissions de carbone. Pour redorer leur image. Et pour surtout pouvoir continuer tranquillement de s'enrichir quelles qu'en soient les conséquences, même à court terme.

Mais l'Etat a donc des préoccupations bien plus importantes que de préserver la planète, la ressource en eau, l'air, la biodiversité, les conditions de vie. Même sur son territoire. Et tant pis pour les conséquences. Les suivants assumeront. A moins que... les forêts évoluent soudain tellement vite que ce gouvernement n'aura même pas le temps de finir son mandat avant de

récolter les cendres de ses négligences. Comme si la forêt prenait soudain, finalement, le rythme électoral. Ironie du sort.

Alors il y a une loi, quand même, en prévision, pour la forêt. Qui la fera peut-être reconnaître comme bien commun, trésor national, on ne sait pas encore. Mais voter des lois ne suffit pas. Sans moyen de la faire appliquer, la loi reste vaine, inerte. Un affichage. Mais elle a raison, Greta : il faudra faire face à vos décisions, vos responsabilités majeures, aux priorités que vous aurez choisies.



### **Forestiers d'aujourd'hui**

Des assemblées générales ont eu lieu partout en France. Nombreuses sont les directions prises d'assaut, bâchées, envahies de quelques dizaines de forestiers. Alors on en parle un peu plus, parce qu'avec les réseaux sociaux il y a une nouvelle donne : les citoyens peuvent partager l'information, et très rapidement. Echanger, réfléchir, sans que cela passe par des médias contrôlés par l'Etat ou financés par les crocodiles. Les rapports et réflexions sont diffusés, discutés. Comme de petits grains de sable dans les rouages économiques bien pensés.

Nous-mêmes, franc-comtois, étions une cinquantaine à accueillir notre directeur général à la Joux. Et c'était fort intéressant malgré tout, parce qu'en effet notre préfet de Paris semble penser que la régénération naturelle ne nécessite pas de travail, n'a pas besoin de forestiers, ni d'ouvriers. Il semble penser qu'il nous faudra, pour exister, planter des arbres, partout. En bon forestier qu'il est, il semble déjà savoir ce qui est nécessaire, pour l'ONF comme pour la filière bois. Et pour les forêts, par conséquent, bien sûr. Elle est peut-être là, sa lettre de commande. L'objectif proposé par son N+1.

Ce qui est incroyable dans tout ça, c'est ce silence. L'absence de tous ceux qui ne disent rien, qui ne viennent pas s'informer, donner leur opinion, faire entendre leur voix. Ceux qui continuent leur travail du mieux qu'ils peuvent, en serrant les fesses pour que ça ne soit pas pire, pour s'en sortir au mieux, en forêt comme dans les services. Comme s'ils ne se sentaient pas concernés. Comme si tout allait bien. Ou comme si le désespoir latent, l'impuissance des cris étouffés, les avaient déjà submergés.

Ou encore comme s'ils avaient peur d'en subir des conséquences. Il faut dire que les contractuels n'en ont pas vraiment les mêmes moyens. L'une des petites différences insignifiantes dans leurs statuts. Et pourtant certains sont venus. Et s'inquiètent. S'expriment. Alors les autres ?

Tous croulent sous les martelages après dépérissements, après tempête, et il faut y retourner dès la semaine suivante, tous les jours, car ça continue de tomber, de sécher, de mourir, partout. Il faut essayer de vendre, d'exploiter, de sécuriser ce qu'on peut avant qu'il ne soit trop tard. Et il faut rentrer, refouler, digérer ce sentiment insupportable d'impuissance à voir mourir tout ce travail de plusieurs générations. Ils essaient de répondre aux besoins des communes, de garder le lien, la confiance. Tirillés entre leurs demandes, les exigences de la hiérarchie, des différents services, des marchands de bois, ils croulent sous les cubages, les suivis de coupe, les saisies, les réunions. Et quoi qu'ils fassent, il y a toujours quelqu'un d'insatisfait, des réclamations. Répondre à la demande tout en faisant respecter la loi, être dans les délais tout en respectant les sols, tout cela au quotidien reste un parcours du combattant dans lequel on finit par se perdre tant toutes ces exigences sont contradictoires, et bien souvent incompatibles. Le tout sur des territoires toujours plus vastes. Alors le temps qui reste, ils le consacrent à leur vie personnelle, parce qu'ils ont une vie, oui, en dehors des bois. Et ils la préservent, tant que possible. C'est indispensable pour garder le moral, la raison. Ne pas perdre pied.



### **Ils n'ont pas le temps**

Allons soyons clairs : ça ne va pas s'arranger non plus. Même avec des contractuels embauchés dans les six mois quand vraiment on ne pourra plus faire autrement, la réduction des effectifs continue, implacable, sans fin. Avec la réorganisation permanente qui va avec. Mais même avec des renforts qui auront déjà fini leurs contrats avant d'avoir été formés, vous devrez prendre encore quelques forêts, quelques charges, quelques responsabilités supplémentaires. Vous avez l'habitude. Suffira de courber un peu plus le dos, de rallonger un peu les journées, les semaines, de tirer un peu plus sur la corde. Et plus vous serez chargés, moins vous aurez le temps de réfléchir, de vous réunir, de discuter, de protester ou de faire grève. C'est tout bénéf pour tout le monde. Il faut continuer de fournir le bois, les chiffres, les résultats. Être, quoi qu'il arrive, performant. Et dessiner les forêts de demain.

### **Ta raison d'être**

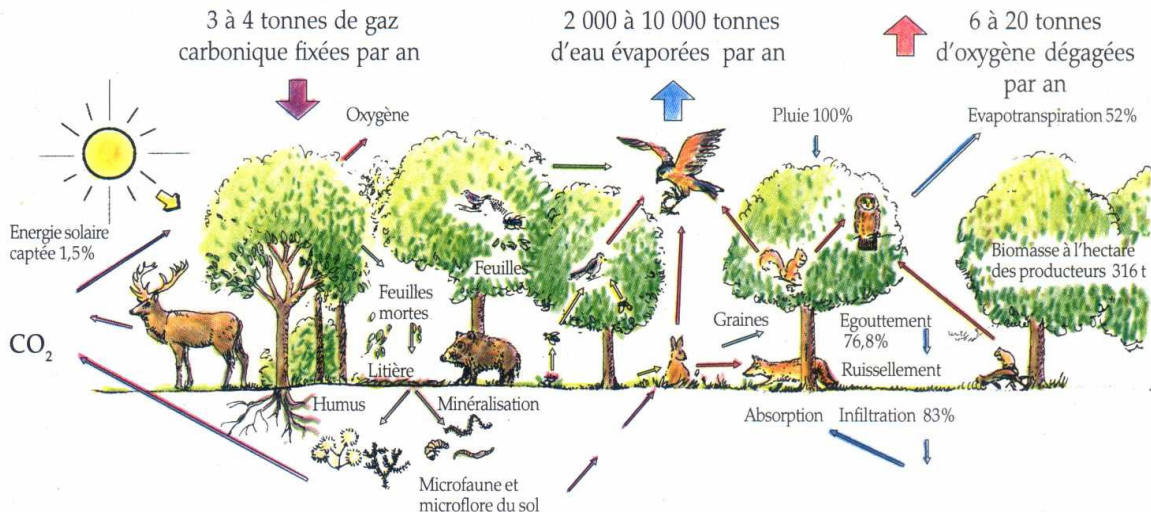
Oui car pour couronner le tout, il faut réfléchir à notre raison d'être. Ben oui, pourquoi vous travaillez au fait ? À croire que tout ça, ce bois, ces arbres, cette éponge salubre d'eau, de biodiversité, de carbone, ne suffit pas à nécessiter un service public. Il faut nous justifier pour dessiner un avenir. Groupes de travail, pilotage, délais, rendus : vite réfléchissons, harmonisons, remplissons des cases, créons des schémas, unissons nos forces ! Ils mettent à contribution tout notre savoir-faire, nos compétences, recueillent nos avis, car nous allons unir nos forces pour dessiner les forêts de demain. C'est beau. Juste, ça me rappelle vaguement quelque chose... Comme une impression de déjà vu, de déjà vécu. Tu sais comme quand tu as cette impression étrange d'avoir rêvé ce que tu vis. Sauf que ça n'était pas un rêve, misère... Pire qu'un cauchemar, ça recommence, sans cesse !



Mais il ne s'agit plus de processus, de démarche qualité, de Plan Pour l'Office. Non aujourd'hui il s'agit de notre raison d'être. Les mots sont déjà plus jolis. Et les jeunes n'ont pas connu le PPO. Ils ne savent pas combien on peut perdre de temps à faire semblant, arrondir les angles, passer la pommade là où ça soulage. Dans l'objectif majeur de fournir du bois à l'industrie, et éventuellement quelques compensations carbone. Celles-là même qui, providence, financeront les plantations pour notre future industrie de masse. Tout bénéf. Bingo. Un tiers du territoire national, ou juste 10 %, ça devient quand même franchement intéressant. Serait-ce le PPF, Plan Pour la Forêt, de l'Etat ?

Alors réfléchissons donc à notre raison d'être, dans des groupes de travail, surtout bien séparés, qui vont débattre du rôle de la forêt dans la transition énergétique et écologique, les enjeux des territoires, et les produits biosourcés. Oui il y en a qui réfléchissent pour trouver les bons mots. Bravo. Et puis ils ont changé l'ordre, c'est peut-être un signe. Mais il s'agit bien - on peut le dire non ? - de débattre encore et toujours des fonctions écologiques, sociales et économiques de la forêt. Comme si nous n'en connaissions pas, tous, les enjeux. Comme si les unes et les autres n'étaient pas si intimement et fondamentalement liées qu'elles en sont juste indissociables.

Et évidemment, pour les forêts de demain qui vont prendre racine aujourd'hui, il est déjà prévu de dessiner, ô innovation, des massifs avec forêts de protection, forêts de production, et forêts d'accueil du public. Diantre... Rhooo la belle idée, innovante... On l'a vu, on le voit, on le constate tous les jours, c'est LA solution. Tout baigne. Si en plus on trouve des mécènes généreux et bienveillants pour financer le dessin, c'est Byzance. Mais la forêt, comme la vie, étrangement, ne rentre pas toujours dans les cases prévues.



### Suggestion...

Alors, sans se fendre d'une intense réflexion intellectuelle et scientifique, on peut peut-être suggérer un truc assez simple somme toute, tant qu'à innover : et si, enfin, on voyait la forêt dans son ensemble ? Si on reliait, partout, sur tous les territoires, ses fonctions sans les dissocier ? En préservant partout et en priorité la biodiversité. En prévoyant partout où nécessaire un accueil qui permettrait aux gens de s'adapter au milieu, de le connaître, de le respecter, et de faire avec. Genre au lieu d'adapter les forêts aux gens, on intégrerait dans la culture et dans l'éducation le respect des forêts, des milieux, des espèces...

On intégrerait le risque de la branche qui tombe, voire de la chute d'arbre, de la boue qui colle au pied. Diantre, dans une forêt, incroyable... On intégrerait à nos modes de vie le principe de la quiétude, du droit de vivre de toutes espèces, des équilibres naturels. Dans l'objectif que tous puissent connaître, profiter et apprécier ces forêts sans qu'on soit fondamentalement obligé de les adapter à leurs bons plaisirs, leurs sports, leurs loisirs particuliers. On pourrait peut-être, enfin, s'affranchir des parapluies. On pourrait aussi envisager de faire avec ce qui vient naturellement, de laisser faire la migration naturelle des essences, ou plutôt la résilience naturelle, plutôt que d'envisager des investissements de masse dans des plantations aléatoires et engrillagées. Si on lui laissait le temps, à la forêt, de s'adapter ? En la protégeant, vraiment, de tous les abus. En rétablissant les équilibres naturels qui nous permettront de lutter vraiment, réellement, contre cette surpopulation de gibier qui menace l'état forestier, contre les invasions d'insectes qui font mourir nos arbres fragilisés par les extrêmes climatiques. Il s'agirait de réapprendre à vivre avec les prédateurs au lieu de les exterminer. De rétablir des corridors écologiques au lieu de briser, de saigner, sous couvert de transition énergétique, le peu qui subsiste encore.

On pourrait peut-être enfin mettre un peu de côté l'objectif de fournir l'industrie du bois, qui ne s'occupera bientôt plus de nos bois secs mais nous incitera à couper les bois verts, ceux qui survivent, pour survivre aussi quelques mois de plus. Car soyons honnêtes, ça va être compliqué pour les métiers du bois, en France, dans les décennies à venir. Mais si on arrête quand même de planter des champs d'allumettes malgré la pression ? Si on cessait de façonner nos propres bombes, nos propres tombes ? On pourrait envisager de ne prélever que le nécessaire et non plus ce qui rapporte au plus vite... On pourrait laisser à la forêt le temps de pousser à son rythme, de vieillir, de stocker du carbone.



Nous le savons tous, nous, forestiers : nous sommes assis sur une bombe, non pas nucléaire mais carbone. Nos plantations monospécifiques asséchées ne demandent plus qu'une étincelle en été pour devenir des brasiers. Exploitées ou pas, ce qui reste sur place est une bombe qui peut exploser dans toutes nos forêts, se propager sur tous les massifs, à la saison des canicules.

Et nous en avons plantés, façonnés partout. Elle était là, déjà, la commande de l'Etat. Dès le départ, les dés étaient jetés sous les beaux discours. Et notre directeur général, ex préfet de Paris, semble intimement convaincu de la nécessité absolue de planter encore pour l'industrie, en

faisant financer la reconstitution par des mécènes riches et bienveillants. Et ça n'a pas l'air d'être une option : pas de plantation, pas de travaux, donc pas d'ONF. Bien vu, le préfet. C'est pratique un préfet. On peut lui faire croire en effet facilement que c'est la seule option possible, qu'il ne peut en être autrement. Dommage qu'il n'y ait plus de Campus, il aurait pu faire un stage. Ou aller voir « Le Temps des Forêts » : c'est assez instructif. Mais le programme de financement de la nouvelle filiale semble déjà tout dessiné, comme les forêts de demain....

Si nous continuons dans la lignée de ce PPF de l'Etat et des crocodiles, il s'agira de réduire encore la présence des forestiers sur le terrain, de laisser les gens croire que la forêt est un grand jardin sympa, de mettre sous cloche quelques îlots de biodiversité tout en replantant à côté d'autres champs d'allumettes, ce grâce aux financements généreux des puissantes multinationales en bons carbone.

Alors, lorsque tout cela prendra feu, à très court terme, nous aurons le choix entre boire les cendres à la source, finir les fonds de nappes phréatiques en bouteilles, ou filtrer les eaux radioactives de nos fleuves. Parfum glyphosate.

Ça vous tente ? Ou on fait autrement ?

### Quel monde pour nos enfants ?

Nous serions, semble-t-il, pieds et poings liés par la commande du gouvernement. Mais va-t-on le laisser vendre nos âmes, notre eau, nos vies aux multinationales ? Va-t-on planter des eucalyptus et des cèdres pour leur donner le droit et la légitimité d'achever la planète en attendant qu'elle brûle ? Ça brûle déjà partout dans le monde, même chez nous en Corse, même en hiver.

Des médecins haut placés ont démissionné de leurs responsabilités administratives, parce qu'ils ne peuvent plus soigner les gens. Parce que l'hôpital est devenu une usine de maltraitance des soignants comme des soignés, au nom de la rentabilité. 1 000 scientifiques font un appel à la désobéissance civile, parce que le concept de croissance remet tout simplement la vie en question, à court terme. Il serait salutaire que d'autres aient ce courage-là, de dénoncer haut et fort le



mensonge des bonnes intentions. L'infaisabilité totale de la mission qui leur est confiée. Le courage de dénoncer toute cette maltraitance des hommes et de la planète, sous couvert de bienveillance. Parce qu'on ne peut plus attendre que l'Etat se rende à l'évidence. Il ne se rendra pas. Il est pieds et poings liés aux crocodiles qui spéculent déjà sur ce qui restera d'eau à peu près potable. Et ils n'hésiteront pas à nous la vendre, même empoisonnée, si ça rapporte. Ils nous soigneront, t'inquiète...

Comme pour l'agriculture, des solutions existent pour prélever en forêt du bois de qualité, celui dont on aurait besoin, vraiment, celui qui sera utile. En respectant les milieux, les sols, l'eau, les rythmes naturels. En créant des emplois stables et durables, à leur juste valeur. Pour que plus jamais les hommes ne soient esclaves des machines et des banques. En développant les circuits courts, pour prélever le bois dans un objectif d'utilisation durable.

Pour que tout ce carbone fixé reste dans la matière et dans l'humus. Des réseaux se forment, des collectifs : des solutions existent, elles sont possibles, elles sont proposées déjà. Mais il s'agit de regarder au long terme et non plus à échéance quinquennale. Il s'agit de changer notre regard d'échelle, d'adapter notre consommation à nos besoins réels, vitaux. Il s'agit de devenir un peuple adulte, libre d'envies croissantes perpétuelles, artificielles, à assouvir instantanément. Il s'agit de cesser de nourrir les crocodiles qui nous gavent de confort, de plaisirs et d'envies pour nous anesthésier, nous enlever notre capacité de réflexion et d'adaptation.

Alors qu'est-ce qui fait que l'Etat est sourd, et aveugle ? Et qu'est-ce qui fait que les forestiers sont à ce point silencieux, soumis à ce qui paraît comme inéluctable ?

### **Message personnel**

Forestier d'aujourd'hui, ce printemps va être effroyable, et tu le sais déjà. Les cendres d'Australie, d'Amazonie, d'Indonésie et d'Antarctique font déjà le tour de la terre. Le carbone de ces millions d'hectares partis en fumée est lâché d'un seul coup dans notre atmosphère déjà étouffante. Déjà tu as pris l'habitude de manger dehors, au doux soleil de février, en regardant les sapins, les chênes, les hêtres sécher à vue d'œil, même en hiver. Il ne te sera plus possible de vendre ces bois, de nettoyer les abords des routes, des sentiers, des aires de pique-nique : le marché saturé n'en peut déjà plus. L'Etat n'a pas spécialement prévu de plan pour ça. Ni A, ni B. Au contraire, il faut serrer la vis, encore. Et tu sais déjà que dès cet été, chaque week-end de canicule et de sécheresse, quand souffle ce petit vent chaud sur l'humus sec et craquant maintenant au soleil, tu vas tendre le dos en te demandant si l'un des feux de joie des bons fêtards du samedi soir ne sera pas celui de trop.

Alors, que fait-on ? Va-t-on regarder brûler nos forêts après les avoir longuement regardé mourir ? Va-t-on les laisser partir en cendres autour du monde, en fumée dans les poumons de nos enfants ? Avec au passage quelques hameaux, quelques villages, quelques populations d'oiseaux, de mammifères et d'insectes ? Va-t-on laisser détruire cette éponge essentielle, parce qu'on n'y peut rien faire ? Qui va alerter le monde, prévenir, soigner, protéger ces forêts si ce n'est pas nous, forestiers ? Qui mieux que nous connaissons les risques, les conséquences possibles ? Peut-on laisser toute la responsabilité de ce qui va arriver aux pompiers déjà plombés et sous équipés ? Aux communes accaparées par leur budget et le corona ? Aux départements, aux régions obsédées par les zones commerciales, le tourisme et le Tour de France ? Crois-tu vraiment que tout ça l'Etat ne le sait pas ? Va-t-on le laisser nous vendre à Total, Bayer et Monsanto ?

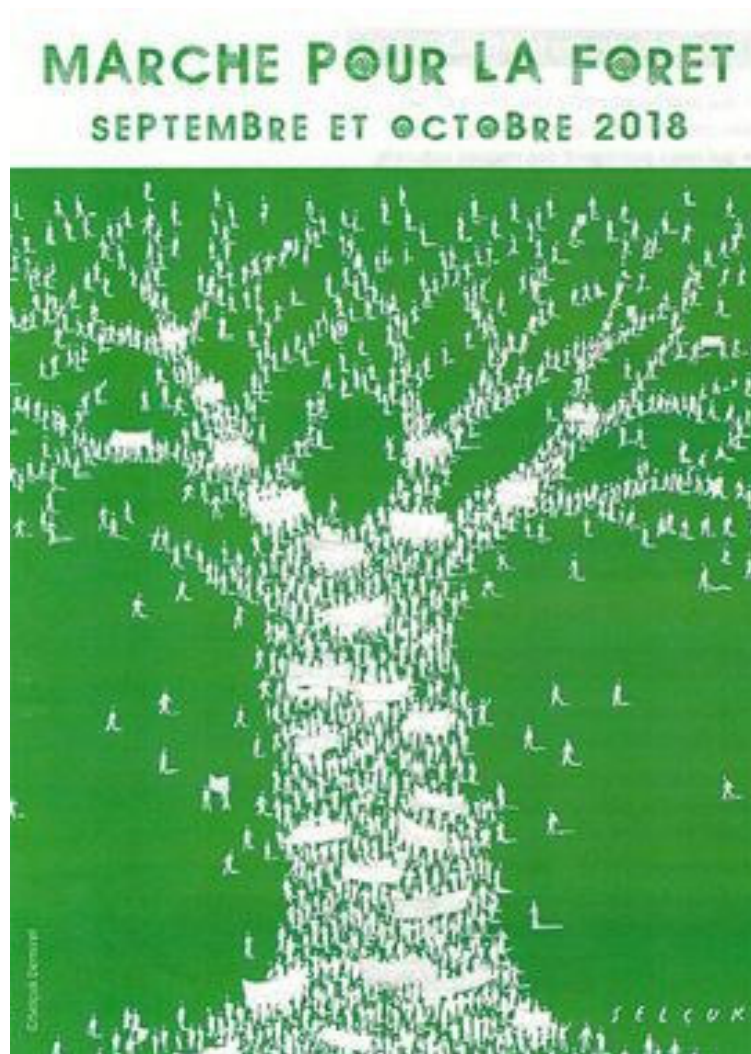
Pouvons-nous croire vraiment que rien d'autre n'est possible, que l'on n'y peut rien faire ?

Si on nous en donne les moyens, à l'échelle nationale et non selon les contextes locaux, il sera possible de préserver, de prévenir, d'organiser les choses de façon efficace et durable pour éviter le pire, ce sur l'ensemble des massifs. D'être présents partout sur le territoire, de réapprendre à vivre et à travailler avec les équilibres naturels, de les accompagner, de les protéger. D'adapter les scieries locales aux bois de la forêt, et non plus les forêts aux besoins des scieries industrielles pour vendre toujours plus et toujours plus loin. De rétablir un maillage local des métiers du bois. D'apprendre aux gens à préserver, à respecter, à ne plus apporter le feu en forêt. Et d'instaurer partout en France une DFCI efficace, adaptée, organisée avec tous les services locaux concernés. En cohésion avec nos voisins, car le feu n'aura pas de frontières. Mais c'est dès maintenant qu'il faut se retrousser les manches, et s'organiser.



**La voilà notre raison d'être.**

Nous la connaissons tous au plus profond de nous. Elle ne se limite pas à fournir du bois. Elle n'est pas à vendre. Elle n'est pas rentable. Elle ne rapporte pas. Elle ne produit pas. Elle est au-delà de notre petite échelle humaine. Elle exige de ne pas être limitée par les préoccupations et les moyens locaux, les échéances électorales. Elle nécessite un respect des milieux, du vivant, et des hommes qui vivent de la forêt, qui y vivent. Un respect de tous ceux qui en dépendent. De chacun. Si nous, forestiers d'aujourd'hui, n'alertons pas, n'exigeons pas, qui le fera ?

**Forestiers d'aujourd'hui, et nous, on fait quoi ?**



## POUR UNE TRANSITION RESPONSABLE

Confrontés aux bouleversements sans précédent des espaces boisés, rattrapés par la réalité et désemparés face au peu de réflexion de leur direction, la situation des forestiers devient intenable. Croire mais pour combien de temps encore, que la production ligneuse garantira l'avenir de nos missions est une illusion dangereuse pour la qualité des espaces boisés et l'avenir des personnels. Le maintien de forêts qui assurent quelques fonctionnalités vitales justifie la présence de nombreux forestiers proches des territoires et des populations. Cette question fut à l'ordre du jour d'une assemblée générale intersyndicale réunissant, fin janvier, les personnels de droit public et les personnels de droit privé.

En ces temps d'effervescence sociale conséquence des contre-réformes qui laminent notre pacte républicain, la question de l'avenir des forêts reste centrale chez les personnels, et c'est très naturellement que notre assemblée en fit le diagnostic.

L'hylésine qui colonise les **frênes** affaiblis par la chalarose pourrait se transformer en ravageur primaire, un scolyte impacte le **hêtre** dont la sève semble chez certains d'entre eux ne pas être descendue cet hiver et se trouve comme en état de *surpression*, ce qui provoque des embolies et l'apparition de tâches noires sur l'écorce, les **chênes**, en particulier pédonculés, se délestent de la partie la plus fine de leur branchaison et sont colonisés par la collybie et les dépérissements de **sapins** et d'**épicéas** sont à présent visibles en altitude (1 000/1 200m). Enfin les **alisiers** (blanc et torminal), se maintiennent, l'**érable** champêtre aussi ainsi que le **tremble** et le **tilleul**, en particulier à petites feuilles. Bref, les principales essences forestières de production historiquement valorisées par nos pratiques sylvicoles sont mal adaptées au nouveau climat et de grandes incertitudes pèsent sur les autres.

L'absence de choix structurants qui permettraient de mutualiser les observations et l'évaluation des dynamiques naturelles émergentes ne fait qu'ajouter à la confusion. L'enjeu actuel consiste avant tout à prolonger l'œuvre de nos prédécesseurs avec comme objectif premier le maintien de l'espace boisé. Avec prudence cependant, le désarroi dans lequel nous sommes ne devant pas en effet servir de prétexte à l'introduction massive de nouvelles essences. Avant tout, observons de



près et dans la durée les nouveaux cortèges faunistiques et floristiques émergents qui seront les mieux à même d'exprimer les nouvelles conditions écologiques. De ce point de vue, le recul que permet la tempête d'il y a 20 ans

plaide pour un renouvellement essentiellement assuré par le milieu lui-même accompagné si nécessaire, mais à la marge, d'interventions ponctuelles.

La demande d'un bilan exhaustif des plantations et des expériences d'introduction d'essences ainsi que celui de l'origine des plants et des semis présents dans la région a aussi été formulée. Dans l'immédiat, un moratoire sur la réalisation des états d'assiettes des coupes doit être encouragé et les volumes de bois verts récoltables défalqués des possibilités volumes.

Il a aussi été rappelé que tout bois exploité devait nécessairement être désigné par un forestier. Outre qu'enlever un arbre sain n'est pas forcément la bonne manière de maintenir un couvert forestier résilient, les traumatismes consécutifs aux prélèvements perturbent et fragilisent de fait les fonctions écosystémiques assurées par une enveloppe forestière continue. La systématisation des cloisonnements destinée à rationaliser notre gestion devient elle aussi contreproductive. Non seulement elle peut être prétexte à des prélèvements abusifs, mais elle transforme en outre certains cloisonnements en quasi torrents en cas de précipitations abondantes.

Deux objectifs nous semblent essentiels dans notre approche de la forêt, d'une part la prise en compte fine de la capacité de rétention en eau des sols et ceci jusqu'à l'échelle de l'arbre et de l'autre, le maintien d'espaces forestiers continus (cf. Antidote N° 122, *Forestiers de l'an 2000...*). Tout le contraire donc de la réflexion faite à un agent qui s'apprêtait à sanctionner un élu : « *Croyez-vous vraiment que ce monsieur soit politiquement verbalisable ?* » !

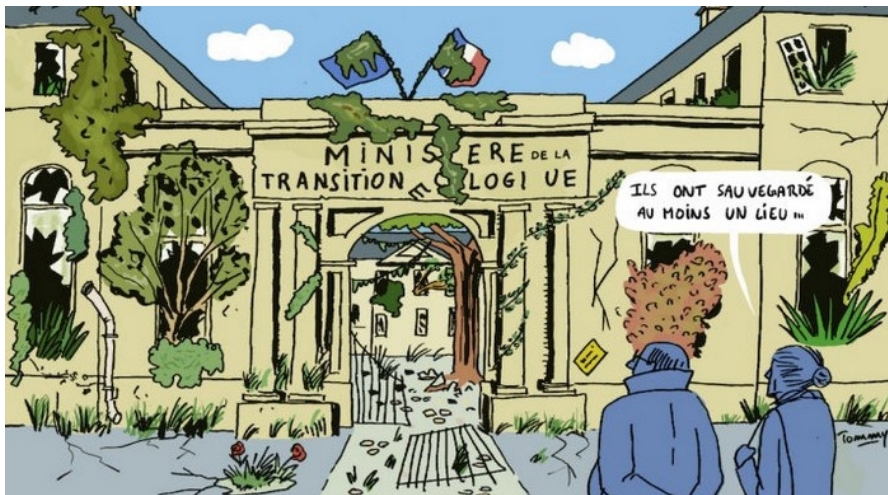
Quoi qu'il en soit, la condition d'une transition avisée des peuplements forestiers passe par l'implication et la coopération de **tous** les personnels. Les tournées sur le terrain réalisées par exemple en l'absence des agents les plus directement concernés ne font que brutaliser davantage les collectifs de travail et avec eux les milieux impactés par des choix technocratiques hors sol et ignorants des contextes économiques et sociaux locaux.

Un intervenant s'est, du reste, légitimement inquiété de la santé et de l'état psychique des personnels qui ne sont pas présents à notre assemblée, alors qu'un autre se dit choqué de l'absence de réponse du CHSCT à la suite d'une alerte faite au sujet d'un collègue en détresse, confronté à des dépérissements massifs.

### **Nouveaux dangers**

Un camarade présent nous alerte sur les risques incendies jusque-là marginaux mais qui désormais se multiplient. Sont cités en exemple le Portugal et l'Espagne qui ont procédé depuis quelques dizaines d'années à des plantations massives monospécifiques. Dans ce dernier pays aux services forestiers régionalisés, la défonctionnarisation des personnels a été stoppée et des fonctionnaires y ont été nommés sur les territoires afin de contrôler davantage les exploitants qui procédaient par eux-mêmes et de façon abusive à la désignation des bois. Le mélange des essences est désormais encouragé dans toute la péninsule ibérique et il a été rappelé que la bonne gestion et la prévention des incendies ne se limitaient pas à l'achat d'avions à eau et à du matériel anti-incendie. Là encore s'impose une gestion qui maximise la naturalité spécifique des forêts et favorise les dynamiques naturelles évolutives entrecroisées.

Un rapport récent du Sénat confirme pour sa part que la moitié des communes sont désormais exposées aux risques incendies alors qu'un autre remis à l'Assemblée Nationale conseille de former tous les maires à ces nouveaux dangers. Les conditions climatiques justifient hélas ces craintes avec un mois de janvier le plus chaud jamais enregistré sur Terre.



### Demain ?

La mission interministérielle l'a dit ; « *Les services écosystémiques (rendus par les forêts) n'ont pas à être rétribués* ». Nicolas Hulot explique ce dogmatisme borné par la « *force de rappel des lobbys les plus puissants, qui ont imprégné culturellement le ministère de l'agriculture* » (1).

La question climatique nous oblige pourtant à redéfinir d'urgence la place et l'importance des forêts sur les territoires. Pour l'heure la réflexion est confisquée par les choix d'un usage massif de la biomasse ligneuse en remplacement de l'énergie fossile (2). Préemptée en effet par des cadrages européens, nationaux et régionaux, cette logique radicalise la tendance d'élites économiques qui déclinent un « *globalisme sans monde* » parfaitement indifférentes à toute idée de bien commun.

Une transition qui ne s'appuierait pas sur un mouvement social en rupture avec cette logique serait sans intérêt.

Pour sortir les forêts et les forestiers de cette ornière, nous avons à mener une bataille d'idées afin d'instaurer de nouveaux rapports de forces. Coincés d'une part entre un Etat qui sert des intérêts industriels et financiers de court terme, ignorants des territoires, de la santé des populations (pesticides de synthèse) et qui en outre contourne, voire méprise les médiations sociales, et de l'autre des populations insécurisées qui assistent impuissantes (comme les arbres), à la dégradation rapide de leurs milieux de vie, le forestier à l'instar de celui de la fin du 19<sup>ème</sup> siècle et des *Conservateurs des Eaux et Forêts*, redevient un acteur incontournable de la préservation d'un bien public.

La réalité de la domination économique et politique s'exerce plus que jamais à travers la privatisation des moyens de subsistance et par le contrôle des flux de matières premières et d'énergie, de plus en plus massifs. Ces flux, rendus opaques et insaisissables par leur conversion/transformation en flux monétaires comme c'est le cas pour les ressources naturelles et la biomasse forestière en particulier, sont en quelque sorte invisibilisés et passent de fait sous les radars de toute délibération démocratique.

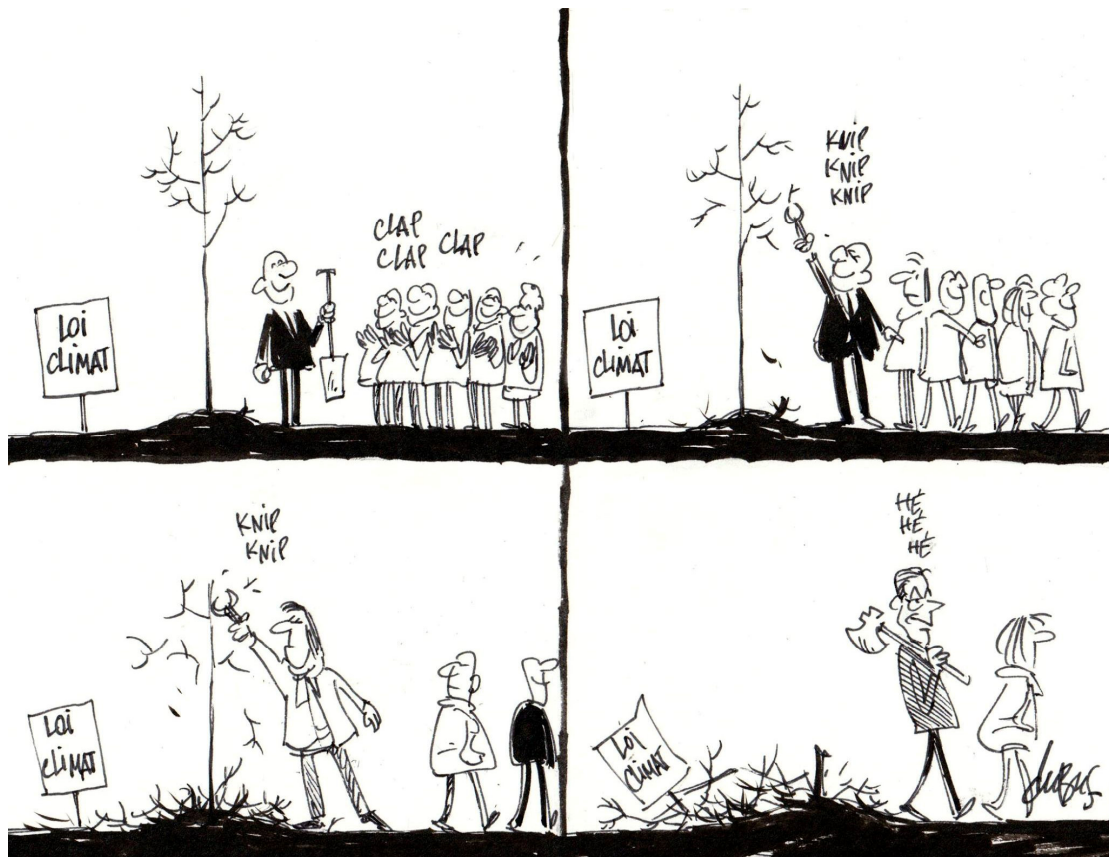
Tempêtes, sécheresses et inondations nous affectent pourtant de façon de plus en plus aigües. Alors que leurs effets sur les territoires sont désormais perçus par chacun d'entre nous, ces aléas accélèrent une sorte d'alphabétisation écologique citoyenne.

Nourris au quotidien par l'expérience et les réflexions que chacun peut désormais en avoir, c'est dans la déclinaison de leurs impacts territoriaux que les enjeux climatiques redeviennent formulables et intelligibles pour le plus grand nombre.

*Sur quelle Terre entend-on vivre ?* S'interroge dans un livre récent Pierre Charbonnier (3).

*Quelles forêts pour nos enfants ?* Lui font écho les forestiers du Snupfen Solidaires.

Fidèle à son idéal de justice sociale et d'égalité, notre syndicat est un acteur qui compte dans la possibilité d'une transition forestière réfléchie. Il prend hardiment sa part dans un débat qui s'impose désormais à l'ensemble des territoires.



- (1) *Le Monde* du 5 février 2020
- (2) « Une amélioration de la manière dont une ressource est consommée, entraîne une hausse finale de la consommation de la ressource... cela contredit le solutionnisme technologique ». Fr. Jarrigue- Libération du 12 février 2020
- (3) Pierre Charbonnier : *Abondance et liberté- Une histoire environnementale des idées politiques*- Ed. La Découverte - 2020



## QUAND LA FORET PROTEGE

En ces temps incertains, un article intitulé « *Contre les pandémies, l'écologie* » (1) nous rappelle que si l'émergence des virus est inévitable, les épidémies par contre dépendent de l'homme. Avec la perturbation des habitats naturels et en particulier des forêts et les concentrations humaines, l'homme accélère la propagation des virus. Davantage exposés aux pathogènes véhiculés par les tiques, les forestiers en subissent certains effets.

Au néolithique, au début de la pratique de l'élevage, sont apparus la rougeole et la tuberculose. La coqueluche et la grippe également, et la colonisation européenne globalisa ces pandémies. Depuis 1940, ce sont des centaines de microbes pathogènes nouveaux qui sont apparus. 60 % d'entre eux sont d'origine animale et les 2/3 d'entre eux sont véhiculés par des animaux sauvages dont les habitats se trouvent en particulier en forêt. Le virus du Sida est la conséquence des exploitations forestières du Congo, le virus Ebola aussi apparu en 1976 à la suite de déboisements



qui ont mis les communautés rurales en contact avec les grands singes, eux-mêmes déjà contaminés par des chauves-souris, ou bien encore le virus Zika. Des forêts d'Afrique de l'Est émergea le virus de Marbourg et Nipah provient des forêts malaisiennes, mises en coupe réglées et remplacées par de la monoculture de palmiers à huile. Lorsque son habitat est perturbé, ce petit monde s'adapte, mute, se rapproche des humains et peut devenir dangereux. Ainsi sont réunies les conditions de la transmission des virus de l'animal à l'homme après « *passage de la barrière d'espèce* ».

De **la tique des bois** (2) aux chauves-souris, en passant par les oiseaux et les moustiques dont il est parfois préférable d'éviter la rencontre, la saga du vivant ne cesse d'étonner.

Les déboisements du nord-est des États-Unis et la pratique de la chasse à l'opossum, un marsupial au beau pelage noir, sont à l'origine de la recrudescence de la maladie de Lyme. Ces coupes qui alimentent pour une partie d'entre-elles l'Europe en bois-énergie ont en effet fait exploser les populations de tiques. La souris à pattes blanches ou bien les cerfs qui régulent également ces populations, s'avèrent beaucoup moins efficaces que l'opossum très prisé, qui se raréfie et n'assure plus de façon satisfaisante la régulation des populations de tiques. Rappelons que c'est dans cette région que s'est manifestée pour la 1<sup>ère</sup> fois en 1975 la maladie de Lyme, région dans laquelle les tiques sont porteurs, depuis vingt ans, de sept virus supplémentaires.

En Europe, l'écureuil coréen relâché en forêt par leurs propriétaires représente un autre et nouveau réservoir de bactéries transmissibles à l'homme.



**La chauve-souris** dont les habitats en forêt d'Afrique de l'ouest sont perturbés, se rapproche des habitations humaines. Elles se perchent alors sur les arbres fruitiers ou dans les fermes et laissent de la salive pathogène sur les fruits ou les légumes susceptibles, dans un deuxième temps, de contaminer les populations.

**Les oiseaux** dont les colonies s'effondrent suite à un usage massif de la chimie qui perturbe la biologie des sols (- 25 % aux USA en 50 ans et davantage encore en Europe), sont également vecteurs de virus. D'après les données, les humains ont en commun 26 maladies avec les poules, 32 avec les rats et les souris, 35 avec les chevaux, 42 avec les cochons, 46 avec les moutons et les chèvres, 40 avec les bovins et 65 avec notre plus ancien compagnon de domesticité, le chien. Les zoonoses prospèrent au fur et à mesure que les populations animales et humaines augmentent et ce n'est pas un hasard si le sud-est de la Chine où existe « *la plus dense concentration d'humains, de porcs, de poulets, d'oies, de canards et de marchés d'animaux sauvages du monde, soit une véritable boîte de Pétri à l'échelle mondiale propice à l'incubation de nouvelles souches de grippe...* » (3).

**Les moustiques** prolifèrent également après l'exploitation des coupes de bois, ces dernières favorisant en effet un ruissellement qui, lié à l'apport soudain de soleil sur les sols favorise leur prolifération. Une étude réalisée dans douze pays indique que les moustiques vecteurs d'agents pathogènes sont deux fois plus nombreux sur ces zones déboisées qu'en forêt.

Précisons toutefois que ce sont les concentrations animales des **élevages industriels** qui offrent les conditions idéales de mutation des microbes et agents pathogènes pour les humains (4).

La meilleure façon de nous préserver conclut cet article du Monde Diplomatique, consiste à « *mettre autant de détermination à changer de politique, que nous en avons mis à perturber la nature et la vie animale* ».

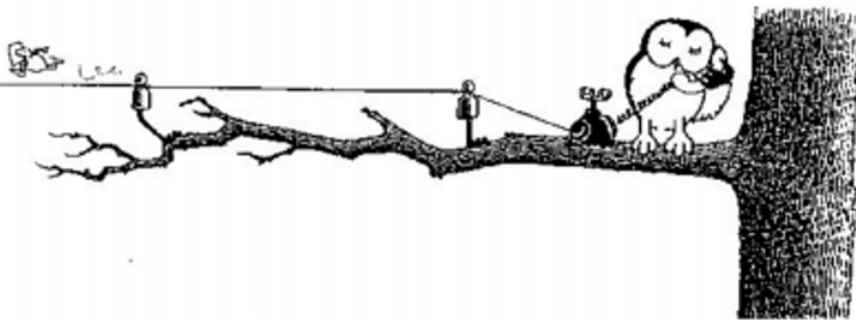


(1) *Contre les pandémies, l'écologie* - Sonia Shah - le Monde Diplomatique - Mars 2020

(2) Conférence (gratuite) sur la maladie de Lyme à Besançon/Micropolis, le 17 avril après-midi- Contact : [charlesallegri@orange.fr](mailto:charlesallegri@orange.fr)

(3) *Homo domesticus Une histoire profonde des premiers états* – James C.Scott – Ed.La découverte 2019

(4) Février 2020, le gouvernement des Etats-Unis veut réduire de 53 % sa contribution à l'Organisation Mondiale de la Santé



**Les « oubliés » de la forêt :** les bûcherons exercent un des métiers les plus accidentogènes, avec une espérance de vie de 62,5 ans. La loi sur les retraites ne leur reconnaît pourtant pas la pénibilité qui leur ouvrirait le droit à un départ anticipé à la retraite. Quand on sait que dans la tranche entre 60 et 62 ans il y a six fois plus d'accidents, et qu'un bûcheron sur vingt n'arrive pas au bout de sa carrière du fait d'un accident ou d'une maladie professionnelle, c'est un scandale.



**Troubles psycho-sociaux :** le stress est monté d'un cran avec le TDS : « *tentative de suicide* ». Et à peine on commençait à maîtriser « la bête » qu'il a fallu passer au MDS : « *mon dernier souffle* ». Etonnant comme les acronymes à l'ONF suivent une chronologie logique.



**Femmes en lutte:** Des droits et une vie à soi, telle est « *l'audace* » revendiquée aussi bien par les femmes matraquées ce 8 mars à Paris, les indiennes, mobilisées contre les politiques toxiques du gouvernement Modi, les opposantes chiliennes qui dans un climat de violence généralisée réclament « *la démocratie dans le pays, à la maison et au lit* », les militantes de Port au Prince, les femmes irakiennes en 1<sup>ère</sup> ligne de la contestation qui secoue le pouvoir à Bagdad, les mexicaines contre l'assassinat de leurs sœurs, les algériennes...



**Dérapage :** ALD est payé par des marques pour favoriser la vente de leurs produits. Résultat, on commande une marque de pneus, ALD refuse et impose une autre marque, pas moins chère mais moins solide. Un beau bénéfice pour le client !



**Un préfet aux champs.** En visite à La Joux, le DG tombe dans une embuscade. De part et d'autre d'un barrage de rémanents s'engage alors un dialogue entre les défenseurs d'un patrimoine aux multiples vertus et le VRP d'une production ligneuse massifiée. Plutôt qu'aux champs, c'est à un DG, chef de gondole chez Auchan que nous avons à faire.



**Intérêt général :** Entendue à cette occasion, une remarque avisée d'un collègue, pas dupe: « *Le métier de forestier, c'est quand il fait du service public en plus du boulot qui lui est demandé* ».



**Chimie verte, c'est parti !** La demande en biomolécule ne cessant de croître, la filière qui se structure au niveau BFC veut s'exporter dans toute la France. Sept laboratoires de recherches travaillent à l'extraction des composants des arbres tels que cellulose, hémicellulose, lignine, tanins, flavonoïdes, terpènes, cires. Objectif, modéliser un arbre, une parcelle entière et la sylviculture à pratiquer afin de disposer du maximum de ces substances et faire émerger une unité d'extraction régionale.





**Fracture sociale :** Oxfam dans son rapport annuel dénonce les écarts *abyssaux* de fortune qui se creusent dans le monde. En France, 7 milliardaires possèdent plus que les 30 % de la population la plus pauvre. C'est le pays qui a vu les riches le plus se gaver, plus que les américains et les chinois. La population pauvre explose : 400 000 de plus depuis 2018. Les femmes et les filles qui assurent plus des ¾ des travaux domestiques sont les plus touchées par un système qualifié de *sexiste* nous apprend cette ONG internationale.



**Parasites :** Sur 1 000 espèces importées, 100 sont capables de s'acclimater aux nouvelles conditions environnementales, 10 s'installent et perdurent, et une seule est assez compétitive pour devenir envahissante et perturber les écosystèmes concernés. La renouée du Japon, le chat domestique et le moustique-tigre sont de ceux-là.



**Géant !** Le tremble qui frémit au moindre souffle d'air, expose alternativement les deux faces de ses feuilles à la lumière. C'est le secret de sa dynamique de croissance. Brouté, un seul sujet s'étend en sous-sol sur plusieurs hectares dans l'Utah, dans la Fishlake National Forest (USA) et un autre, dont l'âge est évalué à plusieurs millions d'années, a donné naissance à 40 000 troncs et s'étend sur 43 hectares. Respect !



**Harmoni-sodomi-sation :** Un TF non T alerte un syndicaliste sur le fait qu'un collègue de droit privé ne touche pas le même salaire sur une autre DT, également sur un poste de terrain, à la diligence du RUT comme il se doit. C'est le jeu ma pauvre Lucette, diviser pour mieux régner, rompre l'harmonisation des postes-classements-salaires par la DG, c'est chose faite !



**Pole RDI : faites qu'est-ce que je dis pas ce que je fais :** Alors même qu'un site sur la DT est à la pointe en termes de sylviculture, et de plantations par le fait, quelle ne fut pas la surprise d'y voir une très mauvaise mise en jauge de plants séchards dans le terrain de ce site. Antinomique, non ?



**Excuses publiques organisationo-exceptionnelles :** Bonjour, Production bois sera indisponible de 23H00 à 23H42 dans la nuit du 31 mars 2020. Merci pour votre compréhension.



**Qu'on se le dise !** 1 000 scientifiques appellent dans une tribune les citoyens à la désobéissance civile pour « *changer le système par le bas dès aujourd'hui* » (Le Monde du 21 février 2020). Certains d'entre eux se feront matraquer à Paris lors d'une manifestation.





Le DG nous a proposé une entrevue. Mais franchement nous n'étions pas très chauds. Comme nous sommes de trop bons garçons et filles, ça s'est quand même fait. Il ne faut tout de même pas exagérer donc nous avons choisi le lieu avec un soin particulier. Un pont surplombant une ligne de chemin de fer, c'est mieux que rien non ?

Un lieu hors sol, pour un DG hors sol. Nous avons alors pu entamer un :

# Dialogue de sourds

Dans le Jura nous savons toujours trouver les mots justes pour accueillir comme il se doit nos hôtes de marque.



Malheureusement, rusés comme un DG et un DT réunis, nos hôtes ont décidé de passer par un autre chemin et sans journaliste évidemment. Cette barricade n'a donc pas servi. Mais l'intelligence de groupe hors du commun qui animait les personnes présentes leur avait permis de prévoir le coup et une barricade de fortune attendait également nos hôtes de l'autre côté.

... la forêt c'est l'eau potable,  
la qualité de l'air, un  
instrument de lutte  
formidable contre le  
réchauffement climatique...

C'est donc ça  
qu'on appelle  
une forêt !



Brrr, j'ai froid  
moi, j'aurais  
peut-être dû  
mettre une  
veste...

Merde ! Il me  
photographie,  
prenons l'air  
attentif...

... un écosystème complexe  
qui nécessite des forestiers  
avec un haut niveau de  
formation, des fonctionnaires  
indépendants des lobbies et  
groupes de pression...







Figurez-vous que je suis absolument d'accord avec vous.

Mais vous savez, toutes les problématiques que vous soulevez je m'en lave les mains. Je ne fais que poursuivre le travail de mon prédécesseur, j'applique les consignes du ministère, je suis pieds et poings liés. Mais tout de même il faut savoir raison garder, on peut toujours rêver à un autre modèle de société mais, hum, soyons réalistes :

...déficit structurel à résorber...rationalité économique...filière=400 000 emplois...vivre avec son temps...forestier 2.0...rassurez-vous...réfute le terme de privatisation... le sénat a réaffirmé son attachement au service public forestier...gestion restera exemplaire...la biodiversité est notre priorité...ONF acteur majeur...vous êtes les meilleurs...la société compte sur nous...ayez confiance !...dialogue social apaisé...confiance retrouvée...etc, etc...



Arrgh, les ouvriers s'y mettent ! J'espère au moins que les autres nous auront gardé du café et des viennoiseries je commence à avoir faim.

Vous pourriez nous en dire plus sur la filialisation ? Les collègues s'inquiètent, on va garder nos boulots ? À quelle sauce on va être mangé ? L'incertitude affecte le moral des équipes, on doit en savoir plus !







## GRAINE DE CHAMPION

Nous étions donc une cinquantaine de bourguignons et franc-comtois à être venus saluer le nouveau DG, Bertrand Munch, le 4 mars à la sécherie de la Joux. Le but était à la fois de voir ce qu'il a en tête pour l'avenir de l'ONF mais aussi, grâce à la pub qu'il voulait se faire, profiter de la trentaine de journalistes présents pour passer notre message de personnels de terrain révoltés.

Nous nous sommes donc séparés en deux groupes, une délégation pour raconter notre réalité quotidienne à la presse pendant que le directeur écoutait le discours sur la crise sanitaire en forêt, et l'autre groupe attendant sagement son arrivée à la sécherie avec quelques barrières de bois improvisées, pour être bien sûrs qu'il discute avec nous.

Il est arrivé dans un Berlingo blanc avec le DT comme chauffeur. La chance était avec lui, le soleil était de la partie. Nous l'avons interpellé pendant plus d'une heure, sans journalistes. Il y avait seulement quelques gendarmes nous avertissant qu'ils seraient obligés de retirer les morceaux de bois bloquant la route quand l'ordre leur en serait donné, des hommes voulant traiter avec nous à l'amiable, connaissant notre « violence démesurée » et leur petit nombre.

Nous avons pris la parole à tour de rôle pour expliquer à M. Munch ce qu'est l'ONF, un des derniers bastions publics de la ruralité. La figure reconnue et respectée du garde forestier partirait bientôt en fumée si l'Office continuait à faire n'importe quoi : produire à tout prix, supprimer des postes.

Nous lui avons demandé s'il avait vu « le Temps des Forêts », il nous a répondu que non mais a voulu nous rassurer en nous montrant qu'il connaissait les principales crises sanitaires forestières : la graphiose de l'orme, la chalarose du frêne, dont nous avons quelques exemples sous nos yeux. Nous l'avons mis en garde sur la nécessité d'expliquer au grand public l'impact du changement



climatique sur nos forêts, la dangerosité des arbres secs autant vis-à-vis de leur démantèlement que de l'incendie qui nous guette. Le caractère indispensable des agents forestiers comme protecteurs d'un milieu fragile qui nous permet aujourd'hui de vivre : filtration de l'eau, captation du carbone, fixation des sols... Toutes ces aménités avaient d'ailleurs fait l'objet d'un rapport économique, sur lequel l'Office aurait pu s'appuyer pour initier un virage environnemental.

Les plus âgés rappellent les bêtises faites par l'ONF avec les produits phytosanitaires. Des produits plus rentables que les débroussailluses et les hommes, contre la ronce mais qui ont pollué les sols et donc l'eau pour un bon moment. Ils appellent à plus de jugeote pour la santé de la planète et de ceux qui la peuplent.

En venant à la sécherie de la Joux, le directeur montre sa priorité et son objectif : trouver des essences compatibles avec le réchauffement climatique pour planter à gogo et assurer le renouvellement de la production ligneuse. Nous l'avons alerté sur cette façon de faire massivement comme les apprentis sorciers. Après-guerre, des milliers d'hectares d'épicéas ont été plantés par les communes grâce au Fond Forestier National qui sont aujourd'hui rasés et laissent des terrains dévastés écologiquement. Le projet « Caravan » est vendu aux personnels comme la solution miracle mais nous avons besoin de temps pour voir comment la forêt réagit d'elle-même, la comprendre pour l'imiter et non vouloir la contraindre à un scénario contre nature. La formule est donc bien trouvée : les agents aboient et la caravane passe !



Nous avons évoqué notre incompréhension des 95 postes à supprimer en 2020 au niveau national malgré les besoins humains grandissant. Nous n'avons pas été déçus de la franchise du patron : selon lui, l'ONF n'a pas sa place sans la production ; on ne va tout de même pas payer des agents à regarder la forêt pousser, il y a une filière à approvisionner !

Quand on lui parle de l'importance des fonctionnaires pour les missions de police, l'indépendance morale du fonctionnaire par rapport aux exploitants, il rigole en prenant l'exemple d'un PV contre « un client » annulé par un directeur d'agence. La filialisation est donc en route pour l'agence travaux mais rassurez-vous, selon M. Munch, il fera en sorte qu'il y ait le moins possible d'UP concernées. Serait-ce parce que beaucoup ne sont pas rentables ?

Mais non, suis-je bête, le but premier d'un service public n'est pas d'être rentable mais bien de servir la cause commune !





## LE MANAGEMENT BRUTAL, CONDAMNÉ

Quelques jours avant Noël, le verdict, dans le procès de France Télécom, est tombé. Il est exemplaire et condamne, dix ans après une série de suicides, un système managérial destiné à faire craquer le personnel. C'est la première fois que des dirigeants aussi hauts placés sont condamnés pénalement pour harcèlement moral. Ce procès est emblématique d'un problème de société et de santé publique. Il souligne également l'importance des syndicats, des représentants du personnel qui sont à l'origine de la plainte et qui ont rendu possible ce procès.

**« Ils ne mouraient pas tous mais tous étaient frappés »**

Pour illustrer sa décision, le tribunal utilise la citation de Jean de la Fontaine. Cette décision incrimine « *le harcèlement moral institutionnel* » mis en place par France Télécom et sa direction entre 2007 et 2008. Un verdict qui fera date car il reconnaît que « *loin de se réduire à un conflit individuel, le harcèlement moral peut avoir ses racines profondes dans l'organisation du travail et dans les formes de management* ». Dans ce cas, une politique managériale qui visait à réduire la masse salariale « *à marche forcée* », objectif devenu la « colonne vertébrale » du plan Next et son volet social Act. Les menaces des « n+1 », la surcharge de travail, l'isolement et la dévalorisation des salariés sont les conséquences directes du plan concerté au haut de l'entreprise. Non

### LE MANAGEMENT FRANCE TÉLÉCOM



seulement le trio à la tête de France Télécom n'a « pas su faire barrage », mais a fait sienne cette politique qui a fait sombrer des dizaines d'employés. Le tribunal a écarté une défense qui a consisté à « se défaire sur la hiérarchie intermédiaire », victime de la même pression : des cadres, qui à tous les échelons, voyaient une partie de leur salaire calculée sur la réussite des quotas de départ établis, des managers « sous pression » et « placés entre le marteau et l'enclume ».

Malgré la libéralisation brutale du secteur de la téléphonie, la privatisation de France Télécom en 2004 et l'importance de sa dette, rien ne justifiait de recourir à ces « abus » pour instaurer un climat « anxiogène », selon le tribunal (1).

**« Par la porte ou par la fenêtre »**

Le tribunal estime que le départ de 22 000 personnes de l'entreprise était bien une cible à atteindre et non une simple projection. Cette volonté de la direction s'est incarnée, selon les juges, lors de la fameuse réunion des cadres de l'entreprise à la maison de la Chimie à Paris, en octobre 2006 au cours de laquelle le PDG Didier Lombard tient les propos suivants : « *En 2007, je ferai les départs d'une façon ou d'une autre, par la porte ou par la fenêtre* ». Pour les magistrats, « *Le ton est donné. Ce sera celui de l'urgence, de l'accélération, de la primauté des départs de l'entreprise, de gré ou de force* » (2).





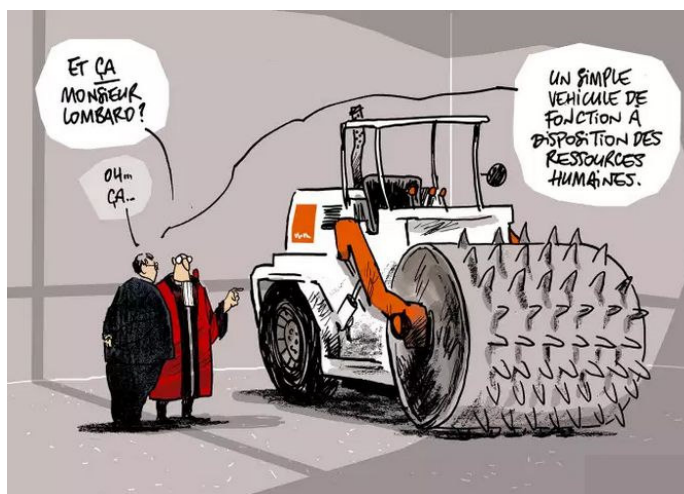
## Un management moderne inspiré par le III<sup>ème</sup> Reich

Au cours du procès, les juges citent l'analyse du philologue Victor Klemperer sur la langue du III<sup>ème</sup> Reich : « *les mots peuvent être comme de minuscules doses d'arsenic, on les avale sans y prendre garde, ils semblent ne faire aucun effet, et voilà qu'après quelques temps l'effet toxique se fait sentir* ». Un lien avec le nazisme qui fait écho au travail passionnant mené par l'historien Johann Chapoutot (3) qui souligne une continuité entre les techniques d'organisation du régime nazi et celles que l'on retrouve aujourd'hui au sein de l'entreprise. Et ce n'est pas un hasard s'il fait référence à la condamnation de l'entreprise France Télécom et de ses trois ex-dirigeants pour « *harcèlement moral institutionnel* ». Pour ce professeur d'histoire contemporaine à l'université Paris-Sorbonne, le management du nazisme à la mondialisation est l'art de produire le consentement et l'illusion d'autonomie chez des sujets aliénés. Les nazis réfléchissent à l'organisation optimale de la force de travail. Le III<sup>ème</sup> Reich devient un moment « matrice » de la théorie et de la pratique du management pour l'après-guerre.

Selon lui, « *les nazis ont très bien compris que pour produire dans des quantités inédites dans l'histoire, il fallait motiver le « matériau humain » que l'on appelle aujourd'hui la « ressource humaine », le facteur de production qui était le facteur travail* ».

### Peines lourdes

L'ancien PDG, Didier Lombard, l'ex-directeur des opérations France, Louis-Pierre Wenès et l'ex-directeur groupe des ressources humaines, Olivier Barberot, ont été reconnus coupables et condamnés à un an d'emprisonnement, dont huit avec sursis (la peine maximale était d'un an), assortis de 15 000 euros d'amende, le montant maximal prévu pour ce délit. L'entreprise, poursuivie en qualité de personne morale, devra, elle, verser 75 000 euros d'amende, le montant maximal. Les quatre autres



prévenus, cadres ou anciens cadres de l'entreprise ont été reconnus coupables de complicité de ce délit et condamnés à quatre mois de prison avec sursis et 5 000 euros d'amende.

### Dommages et intérêts

Le tribunal a accordé plus de 3 millions de dommages et intérêts aux parties civiles, agents ou anciens agents de l'entreprise, familles d'agents décédés reconnus victimes de harcèlement moral, ainsi que huit syndicats, au titre de leur préjudice matériel et moral et de leurs frais de justice. Le préjudice moral varie de 10 000 à 45 000 euros selon les cas, il a été fixé à 30 000 euros pour la majorité des syndicats et à 40 000 euros pour SUD PTT, à l'origine de la plainte.

En tout, 118 personnes ont été déclarées recevables en leur constitution de partie civile. Les sept prévenus et l'entreprise Orange, reconnus coupables de harcèlement moral ou de complicité de délit devront s'acquitter solidairement de ces montants (4).

## Face à la souffrance au travail, le rôle déterminant des acteurs sociaux

Selon le juriste Emmanuel Dockès, « le jugement dit clairement que tout n'est pas permis en matière de gestion du personnel. Certaines politiques d'entreprises, certains agissements de direction peuvent produire, par leur violence, de graves souffrances. Ces agissements ne visent pas à tuer des gens mais répondent à des objectifs comptables, organisationnels plus ou moins abstraits ». A l'argument de la défense qui était de dire qu'il n'y avait pas d'alternative en présence d'une privatisation, d'un changement de technologie, de dette, « le tribunal répond que ces circonstances ne légitiment ni les humiliations, ni les déstabilisations systématiques, ni les mises au ban des collectifs de travail. Les circonstances économiques ne justifient pas les sauvageries de certaines méthodes ».

Le juriste souligne le rôle des acteurs sociaux pour faire émerger de telles affaires : « Mais pour que d'autres procès adviennent, il ne suffit pas qu'il y ait des cas dramatiques. Il faut qu'il y ait comme ce fut le cas à France Télécom, des organisations militantes, des inspecteurs du travail, des représentants du personnel et donc beaucoup d'acteurs courageux. Ça ne se trouve pas partout. Et ce sera d'autant plus difficile à trouver que les principaux acteurs de l'affaire de France Télécom ont été attaqués par les dernières réformes. Les élus de proximité comme les CHSCT ont été supprimés et l'inspection du travail fortement réorganisée aux dépens de ses fonctions de contrôle (5).

A l'ONF, on entend parler depuis longtemps, mais avec insistance ces derniers temps, de « privatisation », de « dette », de « nouvelles technologies », d'un « nouveau modèle ». A France Télécom, le changement a provoqué une casse sociale considérable, raison de plus, pour éviter le broyage des hommes et femmes de l'ONF et pour protéger les forêts publiques des intérêts financiers privés, de conserver un statut d'établissement public.



### Références :

- (1) et (5) Article « Des sanctions fermes contre le harcèlement d'entreprise » Libération du 21-22/12/19
- (2) et (4) Article « France Télécom : une stratégie d'entreprise condamnée » Le Monde du 22-23/12/19
- (3) « Libre d'obéir : le management du nazisme à la RFA » – Johann Chapoutot – Gallimard -2020

## CHRONIQUES DU TOUR DE FRANCE

**Le voilà, il revient, quelle chance, quelle aubaine : le merveilleux Tour de France est de retour dans les Ballons Comtois ! Cette fois pour un contre la montre qui ne manquera pas d'être formidable.**

Voilà quelques années maintenant que cette spectaculaire manifestation sportive est accueillie avec brio dans nos belles contrées pour arriver au sommet de la Planche des Belles Filles. Sommet devenu mythique, juste un peu raplati de quelques tirs de mines discrets pour la circonstance, quelque bitumage... heu non pardon : ça ressemble à du bitume, ça a la couleur du bitume, mais ce n'est pas du bitume. C'est un enrobé léger recouvert de gravillons 100 % naturels. Les gravillons.



Donc, bien que l'on soit somme toute sur un site classé Natura 2000, ce qui est un détail, et en bordure des zones de quiétude de la Réserve Naturelle des Ballons Comtois, sans incidence aucune, rien, ô non rien de rien, ne doit venir perturber l'arrivée des champions, le tout bien évidemment pour la beauté de ce sport ô combien noble. Il s'agit donc d'aménager les choses bien, sans se fourvoyer avec les quelques procédures d'étude d'incidence ou d'impact, ni avec celles des marchés d'ailleurs. Et ceux qui se permettraient de remettre en question la façon de faire n'ont qu'à bien se tenir. Le Conseil Départemental 70, à l'image de l'Etat, semble dans ce domaine d'une toute puissance exemplaire. Assez pour mettre en place des représailles efficaces, quoi qu'il en soit. S'ensuit quelques mouvements limités éco-terroristes parfois, prêts à mettre le feu aux engins qui interviennent en pleine période estivale, un peu comme une sorte de guerre des Planches. Mais loin de faire baisser la pression, le bon Conseil Départemental persiste et signe dans la même lignée.



Car malgré tous leurs efforts, quelques détails sont encore à peaufiner : outre les nouveaux trottoirs et bordures ajourés aménagés un peu partout - c'est fou comme soudain les sous sortent comme par magie des chapeaux - le CD70 va procéder cette année, enfin, au goudronnage cette fois avéré de la

route forestière dite du Mont Ménard, route qui traverse en lacets délicats la forêt communale de Plancher les Mines pour rejoindre la dite Planche. En effet c'était déjà le projet du CD l'année dernière pour assurer la montée des bus et autres usagers indispensables sans perturber la montée des champions. Le CD avait même pris, prévoyant, la liberté de mettre des exploitants de la forêt communale dehors sans prévenir personne. Mais l'ONF s'y étant farouchement opposé, c'est agaçant, le CD a dû se contenter l'année dernière d'adapter la route forestière avec des matériaux recyclés. Ô conscience écologique, quand tu nous tiens. Matériaux nobles qui ont valu quelques plastiques et déchets négligeables dans les cours d'eau, sur un périmètre rapproché de captage. Mais ça reste encore un détail, de petits dommages collatéraux sans importance au vu de l'évènement. Toutefois, sécheresse estivale oblige, ils ont cependant trouvé que le terrain était un peu poussiéreux. Aussi, toujours prévoyants, sont-ils revenus à la charge et ont-ils obtenu, cette année, l'accord de la commune. Avait-elle vraiment le choix ?

Donc voilà, c'est reparti, avec un petit effort du côté de la biodiversité, car oui le Tour de France c'est aussi cette conscience-là : ils déboulent cette année après le 15 juillet. Ce qui permettra aux forestiers et agents de l'OFB de ne pas avoir à faire respecter les zones de quiétude interdites du 15/12 au 15/07 : ouf ! Ça leur évitera peut-être cette année de se faire insulter en demandant aux quelques milliers de visiteurs de respecter la réglementation en vigueur dans la réserve, ou éventuellement de rayer les VA. Tout va baigner dans l'huile, donc. Bon, on nous a quand même suggéré qu'il serait peut-être bon d'envisager un petit recul des limites de la réserve tant qu'à faire, ce serait plus pratique, pour le sport, j'entends. Mais bon, sans suites.

Alors ils ont déjà bien élagué la D16 un peu partout, laissé toutes les branches en vrac dans les fossés, un peu de combustible en plus pour l'été, arasé les talus pour que les hélicos puissent bien nous transmettre les performances des coureurs en direct, sans être gêné par cette p... de végétation qui tenait les talus. Bravo.



Donc c'est reparti, un merveilleux atout touristique nous n'en doutons pas : nous allons pouvoir applaudir ces sportifs formidables, voir, respirer et entendre la caravane dans toute sa splendeur, applaudir ces cyclistes courageux qui ne manqueront pas de venir s'entraîner dès la fonte des neiges, voire avant, prêts même à passer sous le câble entre le tracteur et le bois quand on essaiera de sécuriser les routes. Ils n'ont peur de rien, car rien jamais n'arrêtera le sport. Joie de recueillir leurs emballages de boissons énergétiques et de barres de céréales protéinées dans les parcelles et jusque dans les tourbières. Bonheur de les saluer quand ils pissent debout sur leurs vélos pour ne pas perdre une minute, limite s'ils ne font pas coucou avec leur engin. Amour du risque quand ils descendent la D16 à fond et en peloton. Qu'est-ce que c'est beau le sport. Émerveillement quand, à l'issue de leur passage, nous retrouverons les poubelles de ce public attentif et respectueux : couches pleines, bouteilles, PQ usagé et j'en passe. Ils auront passé leurs vacances sur le bord de la route avec leurs enfants, auront eu les casquettes Cochonou et les jouets plastique, auront bouffé les cacahuètes et surtout les auront vus, en vrai, et ça, ça n'a pas de prix.

Haut les cœurs, franc-comtois, qu'est-ce que la biodiversité face aux enjeux touristiques et médiatiques ? Ca nous donne une idée des priorités de nos élus... La priorité à la préservation, ce n'est pas pour demain. Vive le sport !





## AMBIANCE...

Depuis le début du mois de février, une drôle d'ambiance règne le matin dans les locaux de Besançon, je croise des gens pressés qui lâchent vite un petit bonjour avant de se sauver. Bizarre, la convivialité serait-elle partie faire un tour ailleurs ? Non, elle a été volée ! Chacun est pressé d'aller se connecter sur la nouvelle invention de la direction : LE LOGICIEL DE POINTAGE MAISON.

Dans n'importe quelle entreprise, on arrive au boulot, on passe sa carte dans la machine ou son badge sur le capteur et le tour est joué mais pas à Besançon ; dans un souci d'économie, pour éviter les frais d'installation d'une pointeuse, la direction a décidé que ce sont les personnels qui paieraient sur leur temps de travail. Exemple :

J'arrive de bon matin, je monte dans mon bureau et...

- Ah zut ! L'ascenseur est bloqué dans les étages, sans doute la femme de ménage, je vais prendre les escaliers, ça me fera du sport.

- Salut, ça va, tu as passé un bon weekend, t'as vu le temps, ils annoncent encore une tempête...

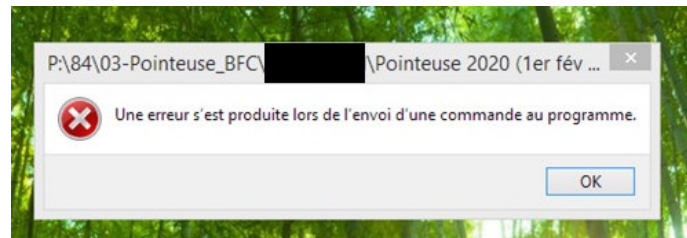
Elle descend, elle a déjà pointé, moi pas, mais je suis poli et puis j'aime bien discuter aussi, je m'intéresse aux autres, échanger sur la pluie et le beau temps n'est pas directement productif mais avoir une ambiance de travail conviviale ça l'est et pas besoin de faire appel à un cabinet d'audit pour le savoir.

J'ouvre la porte du couloir, un petit bonjour à ma collègue du bureau d'en face et je vais vite mettre en route mon PC, ça fait un moment que je suis arrivé, il est temps que je puisse pointer.

- AAAH ! J'ai encore oublié ce foutu verrouillage numérique !!! Tête en l'air.

Mon PC démarre, version tractopelle, faut du temps pour tout charger, ça doit être un petit godet sur le serveur ce matin, je clique sur l'icône du pointage, Excel fait une course d'escargot avec Skype qui se lance aussi.

Pas de chance :



5 minutes après, ça y est, pour mon patron je suis au boulot, pourtant ça fait déjà un moment que j'ai l'impression d'y être, dommage pour moi, il faudra que je rattrape le temps perdu ce soir ou sur la pause de midi.

Petit calcul simple : environ 5 minutes pour lancer le PC et la fiche de pointage, à la louche 40 personnes qui pointent, soit 3 heures 20, sur une semaine 16 heures 40, sur le mois 66 heures 40 et sur 10 mois travaillés 667 heures. Etonnant non ! Comme disait Pierre DESPROGES qui s'y entendait pour démontrer l'absurdité du quotidien.

Et n'oubliez pas qu'à la fin de l'année, si votre zèle ou plutôt la surcharge de travail imposée par la suppression ou le non remplacement des postes vous a fait faire plus d'heures que ce que vous pouvez rattraper en ne vous mettant pas dans le rouge, c'est cadeau ! Ces heures, **VOTRE TRAVAIL** pour que l'ONF continue de tourner malgré l'incurie de sa pléthore de directeurs, eh bien ces heures ne valent rien, elles sont purement et simplement effacées.

Bienvenue dans le monde du management 3.0 et qu'est-ce que ce sera avec la filialisation...

## **SPSI 2, LE RETOUR « Surtout Pour Saloper l'Immobilier » ONF VERSION 2 :**

**A tous les occupants de MF, travailleurs au sein des bâtiments de l'Etat ou en nom propre de l'Office, à tous les utilisateurs de bâtiments techniques, aux occupants de sites administratifs, d'UT, etc, somme toute à tous les personnels : la réunion de la récente Commission de l'Habitat fait date dans l'histoire de la vie de l'Immobilier au sein de l'ONF. Cette réunion (première de l'année, la seconde en Juillet) est l'une des trois qui a lieu sur la DT, avec une pour Bourgogne-Ouest et une pour Bourgogne-Est, deux Agences présentant un bien plus grand nombre de bâtiments à gérer au niveau de la DT.**

### **Un parc immobilier qui se dégrade et qui s'amenuise**

Alors même que les besoins en entretien sont croissants, avec plus de 295 000 euros nécessaires pour cette année, il ne sera octroyé que 55 000 euros, non, non, vous ne rêvez pas. Ou comment laisser pourrir des bâtiments en deux temps trois mouvements ! Cerise sur le gâteau, ce SPSI2 acte le fait que seuls quelques biens vont rester dans le giron immobilier de l'ONF... Une liste des MF conservées va sortir prochainement, validée en Codir national avec comme politique en Franche-Comté de conserver les MF enclavées, celles proches de la frontière Suisse, celles ne devant pas nécessiter de gros travaux dans les 15 ans à venir. Et, grande nouvelle, pas de vente du bien lorsqu'un personnel occupe une MF ! Ouf, vous faites bien de commencer à semer les carottes dans le terrain de la MF, vous devriez les récolter. Les Autorisations d'Occupations Provisoires disparaîtraient au fur et à mesure que les logements seront laissés par leurs occupants... Pitié, ne les quittez pas, sinon on vendra les bijoux de famille.

### **Des réinvestissements dérisoires et indignes**

Ce SPSI 2 sera envoyé en même temps que le compte-rendu de la Commission par l'Administration. Il faudra quand même passer ce projet au prochain CTC, même si on en connaît l'issue. Force est de constater qu'il est de plus en plus aisé pour la Responsable Immobilier Territoriale de gérer les problèmes au niveau de la DT, car le parc s'amenuise à la vitesse de la chute d'aiguilles d'un épicéa scolyté... Il est légitime de se demander quel est l'intérêt de conserver une Commission de ce genre, pour gérer l'inexistant, le non investissement. Nous ne pouvons que nous révolter contre cette politique, mais il est clair que l'ONF ne veut plus entretenir son patrimoine immobilier, ayez-en conscience ! Nous pouvons néanmoins nous demander dans quelle mesure notre propriétaire peut laisser certains logements ou sites dans des états déléteres, lamentables alors qu'il doit fournir un logement décent, prendre en charge certaines réparations, laisser des équipements en bon état de fonctionnement. Nous pourrions discuter de cela entre occupants, mais aussi lors des prochaines AG et BUS, car la situation va se dégrader pour tous les usagers de locaux. Qu'en est-il également de la réversion actée des 70 % du montant des recettes de chaque bien vendu, alors que la Tour est soit disant vendue ? Et que bon nombre de biens immobiliers ont déjà fait les frais de ventes ?

La couleur de ces sommes ne s'est jamais vue au niveau local, encore une enfumade de la DG à tous !

Du coup, Antidote propose le jeu suivant : pour celui qui sera le dernier occupant d'une MF en 2045, un WE à l'Espace Rambouillet offert, avec visite du parc où les derniers fonctionnaires seront mis en cage, mais attention par NAS...





## LES ECHOS DU BORDEL AMBIANT



### Lutte exceptionnelle :

Le Service des dérangements organiso-occasionnels de la DT vous a informé que le parking sous-terrain de l'ONF était, à priori, indisponible le 18 Octobre 2019, lié à la livraison de quelques citernes des produits phytocides agréés pour traiter en hélicoptère (attention Info CONFIDENTIELLE) les invasions de scolytes (réalisé de nuit sans phares par temps de brouillard par un ex-pilote emploi réservé de la DT).

En espérant que les personnes extérieures au site auront analysé et compris cette situation, ainsi que les coléoptères saproxyliques qui eux aussi vont morfler leur gueule lors du largage du dit-produit certifié ISO 14 001.

Bien Cordialement,

Le responsable Gestion de Crise Sanitaire de la DT.



### Retour aux bonnes vieilles méthodes :

Une vente de Bois façonnés en bloc a eu lieu à Lure le 13 Février dernier. La vente n'a pu se dérouler complètement avec « the » nouvel outil de l'ONF, « Vente en Ligne ». A priori, l'application n'est pas en cause, les dysfonctionnements proviennent du réseau Wifi. Une expertise est en cours : ce qui signifie que nous n'aurons pas les résultats, grosso merdo. Sinon, rigolo, quoi qui s'est passé : eh bien la fin de la vente s'est déroulée au papier (n'est pas précisé sur papier-feuilles blanches A4 pliées en quatre puis découpées avec la règle d'une des administratives réquisitionnées sur place, ou sur feuilles de papier WC rose de la salle des fêtes). Un traitement manuel des offres a dû s'opérer ensuite, et donc il fut difficile de connaître les résultats de cette vente (non accessible sur l'application Vente en Ligne par le fait). On peut bien se demander quand l'Office va commencer à tester, lors des phases de recrutement, les voix de ses nouveaux personnels de droit privé afin d'en désigner un pour la criée, comme dans le temps...

### Reconversion Professionnelle :

La DRH de BFC vous informe que deux personnels ont fait leur preuve lors d'une rencontre sur le terrain avec la Direction et les syndicats. En effet, gardez en mémoire que depuis le passage au 49-3 de la nouvelle loi sur les retraites, il est important de pouvoir continuer à travailler ou se recycler, afin d'avoir des revenus suffisants et ainsi de pouvoir subvenir à son foyer une fois à l'aube de la retraite.

Nous avons pu ainsi voir à l'œuvre deux personnels, un homme et une femme lors de cette action syndicale qui proposent leur service, un en tant que videur (pour toute manifestation festive, politique, religieuse, sportive), l'autre en tant que physionomiste. Attention, si vous retenez le duo pour une prestation exceptionnelle pour les poster à l'entrée d'un site à analyser-surveiller-protéger, - 30 % sur le prix d'une cession de bois de chauffage en FD de Chaux et possibilité d'avoir un encart de trente lignes gratuit (hors propos syndicaux) dans Le Figaro Magazine.



### Problème technique :

Un incident technique est survenu et a généré la désinstallation d'applications en dehors des applications « ONF » en production sur vos nouveaux MDS. Ainsi, toutes les applications « Personnelles » et applications « ONF » en « recette » (en sauce forestière- grand veneur ou à l'ail des ours) sont susceptibles d'être concernées. L'incident a été isolé et vient d'être maîtrisé par la DSI.

En revanche, les utilisateurs ayant subi des désagréments suite à la désinstallation fortuite de ces applications, devront de ce fait, procéder à la réinstallation de ces dernières. On décortique : veuillez nous excuser pour la gêne occasionnée par Machin qui a est allé sur le site Top Chef alors qu'on lui avait dit d'arrêter et qui a bloqué le système de défense interne de l'Office contre les agressions possibles. On lui a dit qu'il ferait mieux de finir son projet de plantation en plein de 350 000 Ha d'eucalyptus et de palmier à huile en Forêts Publiques Métropolitaines ruinées par le dépérissement, et qu'il rende son travail avant le 1/04/2020.

Cordialement

Le Centre de Services



### Habillement 2020-suite :

Attention, attention, bientôt les Cloches vont venir pour vous offrir, pour le bonheur des plus petits ou des plus grands, des jeunes ou des moins jeunes, son nouveau vestiaire ONF. Bonne nouvelle, grâce à votre nouvel habillement, vous pourrez joindre le pratique, l'utile à l'agréable. En effet, avec les tenues haute visibilité, vous pourrez les porter en toute sécurité sur les chantiers, en manifs ou pour dépanner les automobilistes en panne au bord des routes. Bon, soyez patients, vous ne pourrez commander que votre première dotation en 2020, mais ne serez livrés qu'au premier semestre 2021, chez vous, par UPS. Réflexion actuelle sur la dotation de base d'un masque de type NBC, pour ceux qui ont fait l'armée, à mettre par les personnels sur site administratif ou lors de co-voiturage en VA. Seul bémol encore, quel logo à mettre sur les fringues : Agence Nationale des Forêts, VéoliaForêt ; c'est pour cela que notre ami Pujol retarde la commande en ligne qui devait se faire dès janvier 2020.



Méfiance quand même, au niveau des arguments pour vanter les produits du fournisseur retenu, ce dernier met en avant le fait que le nouveau Bermuda, en tissu résistant, avec coupe femme disponible, est porté à l'essai sur 3 DT, et surtout porté par des « *milliers de bûcherons à travers le monde* ». Nous ne savions pas que les bûcherons œuvraient les jambes à l'air, pour plus de confort sûrement au vu du réchauffement climatique... et en toute sécurité !

### Le nouveau site de l'APAS pour les Nuls :

Rassurez-vous, vous n'êtes pas le ou la seule blair-eau-otte à, soit :

- ne pas avoir reçu le mail de l'APAS nationale pour changer votre mot de passe pour accéder au nouveau site.
- ne pas avoir réussi à vous connecter et donc, à avoir appelé nos copines administratives de l'APAS à Paris pour vous solutionner le sushi.



Pas simple de changer tout, on le voit mais on ne se doute jamais de la complexité d'une telle opération. Patience, à l'heure où vous recevrez votre sacro-saint journal, toutes les cases et fonctionnalités du site ne seront malheureusement pas opérationnelles. Attendons-nous toujours à des dysfonctionnements, mais nous sommes déjà rodés au vu de l'utilisation des applications internes, mouvantes, évolutives et problématiques. Courtoisie et gentillesse seront de mise, lors de vos connexions ou appels aux filles de Paris !

### Coachs, Dream-team, winners :

Tout le monde a déjà entendu parler de ces trois termes intégrés dans le langage managérial. On s'accorde à reconnaître que pour le coaching, on ne sait pas réellement ce que c'est, ce qui se déroule, qui ça engage, combien de temps, avec quelle analyse, quelle synthèse et aussi quels coûts. Un bras ou un pouce, peu de personnes le savent. Faudrait-il « torturer » nos gentils gestionnaires RH, ou leur offrir une boîte de chocolat mensuelle, afin de connaître les tenants et aboutissants de cette mécanique mise en œuvre pour sortir certains collègues de l'ornière. Une omerta complète de la Direction règne sur ces propositions, qui en général ne sont soumises qu'aux cadres de l'établissement. Le but de cette démarche est que les nouveaux encadrés, coachés intègrent rapidement la dream-team des managers de certaines DT ou Agences. Ne l'oublions pas, nous sommes dans une société de « winners ».



### MDS Hybride :

Alors qu'il est clair que les personnels dotés de MDS ont pu s'apercevoir à la longue, c'est à dire au bout de deux jours que les MDS ne tenaient pas la charge, sans même faire d'excès au niveau connexions, sans compter sur les climats frisquets de certaines UT de la DT, ni sur l'obsolescence de la batterie, il sera prochainement possible de la brancher sur un port USB de voiture avec adaptateur, et rentrer au bureau au chaud. Non, c'est une rigolade, vous aurez une batterie externe, qui vous permettra de finir vos inventaires, désignations ou mesures de taux de reprises des petits cèdres plantés à plus de 1 000 m d'altitude bientôt. Ah, que c'était bien avec notre chef de GT qui pointait... plus écolo aussi peut-être ; d'ailleurs faudra penser à demander une note de frais pour tous ceux qui chargent chez eux, là aussi ça fait vite un accroissement des consos d'électricité....pour qui ?



## COTISATIONS 2020

| GRADE                                               | Cotisation annuelle |
|-----------------------------------------------------|---------------------|
| ❖ Adjoint Administratif                             | <b>132 €</b>        |
| ❖ Chef de District Forestier                        |                     |
| ❖ Adjoint Administratif 2ème Classe                 | <b>144 €</b>        |
| ❖ Adjoint Administratif 1ère Classe                 | <b>156 €</b>        |
| ❖ Technicien Forestier                              | <b>168 €</b>        |
| ❖ Secrétaire Administratif Classe Normale           | <b>180 €</b>        |
| ❖ Technicien Principal Forestier                    |                     |
| ❖ Secrétaire Administratif de Classe Supérieure     | <b>192 €</b>        |
| ❖ Secrétaire Administratif de Classe Exceptionnelle | <b>204 €</b>        |
| ❖ Chef Technicien Forestier                         | <b>228 €</b>        |
| ❖ Attaché Administratif                             | <b>264 €</b>        |
| ❖ CATE                                              |                     |
| ❖ IAE                                               | <b>276 €</b>        |
| ❖ Attaché Administratif Principal                   | <b>300 €</b>        |
| ❖ IDAE                                              |                     |
| ❖ IGREF                                             | <b>348 €</b>        |
| ❖ IGREFC                                            |                     |
| ❖ IGGREF                                            | <b>420 €</b>        |



- le montant de la cotisation due par un stagiaire (lors d'une première prise de poste à l'ONF), est équivalente à **50 % du montant** de la cotisation de son grade
- pour les adhérents relevant du droit privé, la cotisation est égale à **0,75 % du salaire net**
- la cotisation des adhérents à temps partiel est égale à la cotisation du grade x % du temps travaillé
- les adhérents retraités payent **50 % de la cotisation** de leur dernier grade
- les cotisations syndicales sont déductibles des impôts sur le revenu à hauteur de **66 % du montant total**

### BULLETIN D'ADHESION SNUPFEN

NOM.....Prénom.....

Date de naissance ..... Grade .....

Adresse.....

Tél : ..... fax : ..... mail : .....

Le ..... Signature .....

**Bulletin à envoyer à : Rémy BESSOT - 14 rue Jean de la Fontaine - 39300 CHAMPAGNOLE -**  
**☎ : 03.84.52.06.74**

Contactez-le pour obtenir un imprimé de prélèvement automatique

**ATTENTION :** l'adhésion n'est effective qu'après le versement de la cotisation ou signature de l'autorisation de PAC(prélèvement automatique de cotisation) auprès du trésorier régional (n'oubliez pas de joindre alors un RIB ou un RIP)

*Ils n'étaient que quelques-uns, ils furent foule soudain, ceci est de tous les temps.*  
*Paul Eluard*

## Le progrès commence avec le souci d'autrui et du bien commun

« Durant les vingt premières années de ma vie, j'ai grandi dans un monde où le destin des enfants semblait naturellement devoir être plus heureux que celui de leurs parents ; au cours des trente suivantes, j'ai vu mourir la promesse d'un monde meilleur. En une génération, la quasi-certitude d'un progrès s'est peu à peu effacée devant l'évidence d'une régression sociale, écologique, morale et politique, la « *Grande Régression* » qu'il est temps de nommer et de se représenter pour pouvoir la combattre.

Car la première force des malades et des prédateurs qui orchestrent cette tragédie est leur capacité à présenter celle-ci comme le nouveau visage du progrès. Et leur première alliée, c'est la perméabilité des esprits stressés. A l'âge de la démocratie d'opinion, les réactionnaires ne peuvent se contenter de démolir l'acquis des luttes passées en faveur d'une vie meilleure pour tous ; il leur faut aussi anesthésier les résistances, susciter l'adhésion ou la résignation de leurs victimes ; ils doivent remporter une bataille culturelle dont l'enjeu est de nous faire aimer la décadence [...]

En dépit des apparences et de son titre, ce livre n'est pas pessimiste ! Il dit au fond que la voie du progrès humain est connue et possible. Il annonce que nous sommes allés à peu près au bout de toutes les impasses des temps modernes. Tant et si bien qu'au bout de la Grande Régression où nous voilà bientôt rendus, l'humanité devra bien, d'une manière ou d'une autre, prendre un autre chemin. La seule question est de savoir s'il nous faudra pour cela endurer la régression jusqu'à l'effondrement, ou si une nouvelle majorité authentiquement progressiste pourra engager une Grande Transformation démocratique : celle qui nous sortira de la dissociété de marché pour nous emmener vers la société du progrès humain. »

« La Grande Régression » - Jacques Généreux – Edition du Seuil – Octobre 2010



Des suisses mis en quarantaine en Italie pendant une épidémie de choléra, années 1890".